

**DELIBERATION**  
**du conseil d'administration de l'Université de Bourgogne**

**Séance du 12 décembre 2022**

Délibération n° 2022 – 12/12/2022 – 8

*Contrôle interne financier :*  
*présentation annuelle des cartographies des risques et plans d'action des processus financiers de l'Université de Bourgogne – Année 2022*

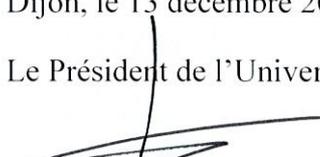
- VU le code de l'éducation
- VU les statuts de l'Université de Bourgogne

Effectif statutaire : 32 Membres en exercice : 32 Quorum : 16  Membres présents : 15 Membres représentés : 7 Total : 22	<b>Refus de vote : 0</b> <b>Abstention(s) : 0</b>  <b>Suffrages exprimés : 22</b>  <b>Pour : 22</b>  <b>Contre : 0</b>
---	---

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, **approuve les cartographies des risques et les plans d'action des processus financiers de l'Université de Bourgogne – Année 2022.**

Dijon, le 13 décembre 2022

Le Président de l'Université de Bourgogne,

  
Vincent THOMAS

*P.J. : Contrôle interne financiers – Cartographies des risques et plans d'action 2022*

Délibération transmise à la rectrice de la région académique Bourgogne-Franche-Comté  
Chancelière de l'Université de Bourgogne

Délibération publiée sur le site internet de l'établissement

# CONTROLE INTERNE FINANCIER

## Cartographies des risques et plans d'action 2022

### CA DU 12 DECEMBRE 2022



# INTRODUCTION

## Définition du contrôle interne :

Ensemble des dispositifs formalisés et permanents qui visent à **maitriser les risques liés à la réalisation des objectifs de la structure** (décret du 28 juin 2011 relatif à l'audit interne dans l'administration).

## Objectifs :

- Maîtriser les risques financiers et **fiabiliser** l'information financière
- Améliorer la **transparence**, la connaissance, et l'application des processus internes, favoriser l'harmonisation des procédures
- Optimiser le **pilotage** et la performance de l'université
- Renforcer la **traçabilité** des opérations

# INTRODUCTION

Le pilotage par les risques est renforcé dans son déploiement dans le cadre de la mise en place du régime d'engagement unifié de la responsabilité financière des gestionnaires publics traduite par l'ordonnance du 23 mars 2022 (entrée en vigueur 1<sup>er</sup> janvier 2023).

## LES PROCESSUS FINANCIERS DE L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE

### 1-Processus rémunération

- A-Gestion de la paie
- B-Pilotage de la masse salariale

### 2-Processus parc immobilier/investissement

- A-Prise de décision acquisition bien à l'actif
- B-Entrée d'un actif
- D-Inventaire/Suivi du patrimoine
- E-Sortie d'un actif

### 3-Processus contrats de recherche

- A-Montage de projet
- B-Conventions de recherche
- C-Achats de la recherche
- D-Bilan de projet

### 4-Processus dépenses/commande publique

- A-Engagement juridique
- B-Prise en charge de la dépense
- C-Décaissement
- D-Gestion des missions
- E-Marchés publics

### 5-Processus recettes

- A-Engagement, constatation
- B-Liquidation
- C-Prise en charge
- D-Recouvrement, encaissement, rapprochement

### 6-Processus budget

- A-Elaboration du budget
- B-Suivi budgétaire

### 7-Processus trésorerie

- A-Gestion de la trésorerie
- B-Régies
- C-Compte bancaire

### 8-Processus états financiers/clôture comptable

- A-Comptabilisation des opérations et préparation clôture
- B-Clôture comptable

# EVOLUTION VOLUMETRIE RISQUES DEPUIS 2021

Processus de l'uB	Pilotes associés	Risques élevés (Évolution par rapport à 2021)	Risques moyens (Evolution par rapport à 2021)	Risques faibles (Evolution par rapport à 2021)	TOTAL (Évolution par rapport à 2021)
Rémunération	DRH	6	5 (↑3)	39 (↓7)	50 (↓4)
Parc Immobilier/ Investissement	M. Nicolas CUENIN	5 (↓2)	20 (↑3)	32 (↓19)	57 (↓18)
Contrat de recherche	Mme Colette SCHMITT	10 (↓2)	8 (↑2)	28 (↓15)	46 (↓15)
Dépenses / Commande publique	Mme Frédérique BERNARD	3 (↓2)	11	21 (↓3)	35 (↓5)
Recettes	Mme Béatrice GAUBIL	6 (↑2)	6 (↑1)	26 (↓2)	38 (↑1)
Budget	Mme Magali KHATRI / Mme Valérie BORDE	4 (↑1)	5 (↑5)	4 (↓1)	13 (↑5)
Trésorerie	Mme Muriel LECULLIER	1	1	67	69
Etats financiers/ Clôture comptable	M. Nicolas CUENIN	5 (↑2)	4	13 (↑2)	22 (↑4)
<b>TOTAL</b>		<b>40 (↓1) = 12,1%</b>	<b>60 (↑14) = 18,2%</b>	<b>230 (↓45) = 69,7%</b>	<b>330 (↓32)</b>

# PROCESSUS BUDGET

## Cartographie des risques :

- La cartographie a été revue suite à la mise en place des groupes de travail sur le pilotage financier.
- Risques moyens à élevés déjà identifiés :
  - difficultés de projection des agrégats financiers et comptables prévisionnels
  - difficultés de projections pluriannuelles sur les opérations immobilières
  - analyse et prévision de la masse salariale (sur la partie ressources propres).
- Nouveaux risques critiques identifiés ou risques réévalués :
  - risque d'erreurs important dans la construction des orientations budgétaires
  - non approbation du budget

# PROCESSUS BUDGET

## Cartographie des risques :

- mauvaise prévision des dépenses et des recettes de la part des services, laboratoires et composantes
- défaut d'une logique de programmation au sein des services, laboratoires et composantes
- manque de prospective pluriannuelle dans la programmation et la reprogrammation
- difficultés de pilotage budgétaire global liées à une forte atomisation des budgets, au manque d'outils de pilotage et à un besoin de renforcement des RH

# PROCESSUS BUDGET

PLAN ACTION						
PROCESSUS BUDGET						
ANNEE 2022						
PROCESSUS	RISQUE	ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECHEANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
BUDGET	BU04	Améliorer la professionnalisation et l'expertise financière de l'ensemble des intervenants dans la chaîne financière, réflexion sur la formation, l'information et la communication	Toutes les entités intervenant dans la chaîne budgétaire	Progressif à compter de 2023	Objectif fixé en mai 2022	
BUDGET	BU06	Réflexion et mise en place d'une procédure relative à la reprogrammation des recettes qui pourra s'appuyer sur le déploiement de l'outil OSCAR pour la recherche. Formation des intervenants de la chaîne financière	Toutes les entités intervenant dans la chaîne budgétaire	Progressif à compter de la construction du prochain BI	Objectif fixé en mai 2022	
BUDGET		Sécuriser la matrice de préparation budgétaire en développant un outil en ligne	Pôle finances et DNUM	A déterminer	1) Prise de contact avec L'Université de Strasbourg pour utiliser leur outil Budget Web (avril 2021) 2) Transmission d'une note à la DGS et à la DNUM sur la nécessité de développer un outil répondant à l'organisation et à la procédure de l'établissement.	20% en 2021
BUDGET		Développer et renforcer le pilotage global du budget de l'établissement dans la perspective de sécuriser les agrégats financiers, d'améliorer tous les indicateurs financiers et permettre d'avoir une meilleure lisibilité sur la soutenabilité pluriannuelle	Pôle finances	Progressif à compter de 2023	Un GT pilotage financier a été déployé entre mars et mai 2022, plusieurs propositions d'action ont été formulées et sont à l'étude.	20% jusque mai 2022
Versions du document	Date	Commentaire				
Version 1	oct-21					
Version 2	mai-22					

# PROCESSUS REMUNERATION

## Cartographie des risques :

- La cartographie a été revue de manière approfondie et après la mise en place de la préliquidation dans Siham qui a été réalisée avec succès et dans le respect du calendrier initial. L'échange avec l'UFR des Sciences de Santé a permis d'introduire des éléments concernant les personnels hospitalo-universitaires, la gestion de ces personnels ne se faisant pas en central. Le service de développement des RH a également été associé aux échanges, ce qui a permis de préciser les difficultés liées aux recrutements des agents non titulaires au niveau des Biatss.
- Risques élevés ou moyens identifiés en 2022 :
  - Risque lié à la rémunération des vacances administratives, ce process aurait besoin d'être dématérialisé selon le modèle de suivi des vacances d'enseignement dans le logiciel Saghe.
  - Risque lié au recrutement illégal de salariés.
  - Risque lié au non respect des règles de cumul des activités.

# PROCESSUS REMUNERATION

- Risque inhérent au produit Siham dans l'intégration des fichiers de paie (défaut technique traité par l'AMUE, en cours)
- Risques liés au suivi du temps d'activité des Biatss (pas d'application de gestion)
- Risques liés au pilotage budgétaire de la masse salariale : pistes d'amélioration en cours

Des évolutions positives sont à noter dans le calcul de la rémunération des primes, les contrôles ont été renforcés et la communication développée entre le pôle RH et l'agence comptable, les demandes d'autorisation de recrutement dématérialisées sont généralisées pour les personnels administratifs. Le service de développement des RH est chargé de développer la GPEEC et d'établir un référentiel des métiers administratifs de l'établissement.

Un audit des CAC est en cours sur le processus paie, la conclusion sera rendue avec les comptes 2023.

# PROCESSUS REMUNERATION

PLAN ACTION						
POLE RH						
ANNEE 2022						
PROCESSUS	RISQUE	ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECHANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
Contrôle interne paie	Maîtrise des risques de paie	Formaliser le plan de contrôle des mouvements de paie côté ordonnateur	Pôle RH	2023	attente retour sur préliquidation	10%
Préliquidation de la paie	Multi-saisies, 2 SI différents: risque élevés d'erreurs, de données non mises à jour, de paiements indus	Déployer le module préliquidation de la paie Siham	Pôle RH/Santé	mars-22	objectif atteint	100%
Mise en place d'une procédure permettant de sécuriser la mise à jour des revues des habilitations en ce qui concerne les mouvements internes d'agents dans l'établissement	Incohérence affectation des personnels et habilitations informatiques sur logiciels métiers	Mettre en place une procédure qui permette l'information régulière des gestionnaires de revues d'habilitations lorsqu'une mutation interne a lieu, contrôle de cohérence	Pôle RH, composantes, DNUM	2023		
Cartographie des habilitations SIRH	Ouverture de droits en saisie en GA et paie non justifiée	Répertorier les différents profils et rendre accessible l'information	Dnum- Pôle RH	1er trimestre année 2022	objectif atteint	100%
Gestion des congés et du télétravail	paiement indus (indemnisation congés non pris, calcul indemnité forfaitaire de télétravail)	Déploiement d'un module de gestion des congés et du télétravail	Dnum- Pôle RH	2024	Appel d'offre lancé pour un prestataire extérieur- Report d'un an	10%
Gestion dématérialisée des rémunérations des vacations administratives	Paiement d'agents avec service fait fictif ou paiement indu	Déploiement d'un module de gestion des vacations administratives sur le modèle de SAGHE pour les vacations d'enseignement	Dnum-Pôle RH	2023-2024	en cours de réflexion	
Recrutement	Répondre aux besoins en recrutements, le traitement des candidatures est actuellement manuel	Possibilité de mise en place d'une plateforme numérique pour le dépôt et le traitement des candidatures Biatss	Dnum-Pôle RH	2023	en cours de réflexion	
Absence pour raison de santé des agents contractuels	paiement indu et difficulté de recouvrement en cas d'erreur	Subrogation des IJSS	Pôle RH/Santé - AC	1er trimestre 2023	en cours	50%
Versions du document	Date	Commentaire				
Version 1	20/10/2021					
Version 2	mai-22					

# PROCESSUS CONTRAT DE RECHERCHE

## Evolution de la cartographie des risques :

- La cartographie a fait l'objet d'une rationalisation avec un regroupement de risques inhérents identiques mais à différents stades du processus : risques inhérents liés aux habilitations informatiques, aux délégations de signature et à l'archivage. Sur 46 risques inhérents, 28 sont maîtrisés.
- Les risques élevés et moyens identifiés impactent principalement :
  - la confidentialité des projets (transmissions extérieures, parapheurs papier)
  - le contrôle sur des achats très spécifiques en lien avec le choix des fournisseurs
  - les contrôles hygiène et sécurité sur les matériels dans les laboratoires
  - les subventions FEDER comportent des risques élevés au niveau de l'élaboration du contrat et de la justification

# PROCESSUS CONTRAT DE RECHERCHE

- la fourniture des rapports intermédiaires obligatoires
- la réception des biens et le délai de saisie du service fait

Le risque concernant le suivi des conventions et leur justification devrait diminuer avec le déploiement du logiciel OSCAR dans les laboratoires.

Le plan d'action 2022 fait également apparaître la mise en place d'une procédure spécifique d'alerte sur les évolutions des règles fixées par les financeurs, les relances aux composantes sur les justifications intermédiaires (procédure mise en place par le pôle finances).

# PROCESSUS CONTRAT DE RECHERCHE

PLAN ACTION						
PROCESSUS CONTRAT DE RECHERCHE						
ANNEE 2022						
PROCESSUS	RISQUE	ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECHÉANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
Contrat de recherche	Achats de la recherche et suivi des conventions	Développement du SI de gestion des contrats de recherche OSCAR	Pôle Recherche, DNUM, Agence Comptable, Pôle Finances	fin 2022	Mise en œuvre de l'outil OSCAR au sein des services centraux en 2021, test dans 2 entités laboratoires, ouverture laboratoires prévue en juin 2022.	100%
Contrat de recherche	Manque de communication entre les services centraux et les laboratoires -composantes, alertes sur les changements de règles émises par les financeurs	Messages de rappel sur les procédures de justification, alertes sur les règles des financeurs qui évoluent par le Pôle finances	Pôle finances, composantes	Fin 2022/2023	<p>Existant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-des notes de procédure sont envoyées dans les composantes lors de chaque opération financière</li> <li>- procédure détaillée des justifications est accessible sur l'intranet</li> <li>-formation annuelle des nouveaux arrivants</li> </ul> <p>A venir : note de rappel des principales règles</p>	75%
Contrat de recherche	Ne pas réaliser ou ne pas anticiper les contrôles Hygiène et sécurité attenants au projet	Mise en place d'une procédure globale établissement avec liste des risques sur chaque projet, liste diffusée aux assistants de prévention	Service Prévention-Sécurité et QVT, Pôle recherche, laboratoires	2023		0%
Versions du document	Date	Commentaire				
version 2	08/11/2022					

# PROCESSUS PARC IMMOBILIER-INVESTISSEMENT

## Evolution de la cartographie des risques :

- La cartographie comporte désormais 57 risques suite à travail de rationalisation pour une meilleure lisibilité. Ce processus impacte le pôle patrimoine, le service sécurité-prévention et QVT et la DNUM (pour les investissements informatiques). Les risques moyens à critiques concernent :
  - l'évaluation financière des travaux, le risque de dépassement du coût initial et du planning mis en place
  - la transmission à l'agence comptable des documents comptables des opérations achevées, les contrôles réglementaires en matière d'hygiène et de sécurité (les formations obligatoires ne sont pas toujours suivies, le parc de matériel mobilier à contrôler dans les laboratoires n'est pas recensé en globalité)

# PROCESSUS PARC IMMOBILIER-INVESTISSEMENT

## Evolution de la cartographie des risques :

- la maintenance du patrimoine de l'UB, la location des locaux de l'université, le suivi des biens informatiques.
- Le logiciel d'inventaire SCANIMMO est installé et va permettre progressivement un meilleur rapprochement de l'inventaire physique et de l'actif comptable et également une meilleure identification de la localisation des matériels immobilisés.
- Une procédure générale de sortie des biens va être écrite par le service Prévention-Sécurité et QVT et l'agence comptable. 2 nouveaux risques ont été introduits dans le sous-processus Sortie de biens :
  - absence de suivi de la sortie d'un bien dans le cadre du respect des normes hygiène, sécurité, environnement
  - absence ou insuffisance de valorisation économique pertinente du bien lors de sa sortie (vente au plus offrant).

# PROCESSUS PARC IMMOBILIER-INVESTISSEMENT

PLAN ACTION						
PROCESSUS PARC IMMOBILIER-INVESTISSEMENT						
ANNEE 2022						
PROCESSUS	RISQUE	ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECHÉANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
Investissement-Inventaire-Suivi du patrimoine	41	Migration du logiciel d'inventaire RANE vers application SCANIMMO	Agence comptable-DNUM	2021	Objectif atteint	100%
Investissement-Inventaire-Suivi du patrimoine	36	Réalisation d'un nouvel inventaire par un prestataire extérieur	Agence comptable	A déterminer	Inventaire physique initial validé par les CAC. La qualité de cet inventaire n'est pas fiable. La réserve a, cependant, été levée. Les nouvelles entrées et sorties sont retracées dans le nouvel outil.	0%
Investissement-Entrée de bien	44	Réalisation d'un recensement du parc de matériel à entretenir dans les laboratoires	Service Prévention-Sécurité-QVT	2022-Reporté en 2023	Recensement par le service hygiène et sécurité sur place à compter de septembre 2022(campus de Dijon et sites territoriaux).	0%
Investissement-Entrée de bien	34	Réalisation d'une procédure pour les biens reçus à titre gratuit dans les laboratoires.	Service Prévention-Sécurité-QVT	2023	Réalisation des procédures se fera après le recensement du parc de matériel.	0%
Parc immobilier-Entrée de bien immobilier-Inventaire-Suivi du patrimoine immobilier	17-18	Location de salles dont la refacturation est gérée par le pôle patrimoine : sécuriser et uniformiser la procédure pour que le pôle patrimoine en soit informé et procède à la refacturation.	Pôle patrimoine	2022	Procédure vue en interne et avec les services associés	100%
Investissement -Sortie de biens	51-52-53-55	Mise en place d'une procédure générale pour la sortie de biens	Service Prévention-Sécurité-QVT et AC	2023		0%
Versions du document	Date	Commentaire				
Version 1	oct-21					
Version 2	mai-22					

# PROCESSUS DEPENSES-COMMANDE PUBLIQUE

## Evolution de la cartographie des risques :

- La cartographie a fait l'objet d'une mise à jour en lien avec la dématérialisation des marchés de travaux et l'évolution de la réglementation sur la commande publique.
- Introduction de risques liés à l'atteinte à la probité : non-conformité aux principes fondamentaux de la commande publique (respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des fournisseurs), services faits fictifs, risque de ne pas liquider sur les bonnes coordonnées bancaires, risques liés aux dépenses non autorisées par la réglementation.
- Risques liés à l'organisation en matière de livraisons, peu de services dédiés.
- Focus sur la fiabilisation du service fait : traçabilité obligatoire, renforcement des contrôles et élaboration de plans de contrôles dans les composantes et laboratoires.

# PROCESSUS DEPENSES-COMMANDE PUBLIQUE

- Développement d'une politique d'achat au sein de l'établissement, renforcement des marchés publics formalisés (service achats marchés)
- La professionnalisation des acteurs est nécessaire sur plusieurs étapes du processus: validation des services faits, processus des achats (commande publique, marchés publics), la technicité augmente et nécessite une acculturation financière.

# PROCESSUS DEPENSES-COMMANDE PUBLIQUE

PLAN ACTION						
PROCESSUS DEPENSES-COMMANDE PUBLIQUE						
ANNEE 2022						
PROCESSUS	RISQUE	ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECHÉANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
Dépenses (prise en charge de la commande publique)	Factures payées à plus de 30 jours (paiement des intérêts moratoires) DEP 30	Mise en place de la dématérialisation totale des factures (fournitures et travaux)	Service Facturier	avr-21	Délai moyen actuel de paiement de la facture est de 14 jours	100%
Dépenses (prise en charge de la commande publique)	Factures payées à plus de 30 jours (paiement des intérêts moratoires) DEP 30	Mise en place d'un tableau de suivi des factures non payées au-delà de 30 jours afin d'évaluer l'impact après quantification	Agence comptable	2022-2023	Un indicateur annuel sur le délai global de paiement au-delà de 30 jours est mis en place	25%
Dépenses/Commande publique	Identification et mesure de maîtrise d'un risque de fraude Paiement d'une facture sur un RIB frauduleux (DEP 28)	Séparation entre l'agent qui modifie le tiers et l'agent qui effectue le paiement. Vérification en double flux des demandes de modification de RIB	Gestionnaires en composante	début 2022	Nouvelle procédure (vérification en double flux) mise en place en octobre 2021	2022 : pas de fraude constatée
Dépenses (réception de la commande, acomptes et services définitifs)	Services faits fictifs (DEP 25, 26)	Fiabilisation des services faits par analyse des différentes situations possibles et proposition de mesures correctives	Ensemble acteurs éligibles à la validation et à la certification du service fait	année 2022	Contrôle corroboration AC annulation services faits. Proposition d'un formulaire "Attestation de service fait" aux différents services pour assurer la traçabilité obligatoire, mise à jour du document existant "PV réception matériel" Certains services expérimentent la dématérialisation de services faits pour fiabiliser la procédure : DNUM (ERECAA), SEFCA pour dématérialisation des feuilles d'émargement des stagiaires Renforcement des contrôles sur les services faits au PF et en composantes Sensibilisation des composantes et laboratoires dans cadre du GT déploiement du CIF	75%
Commande publique/Marchés publics	Absence de marchés pour certains biens consommés en grande quantité, mise en place de marchés de façon concertée avec les services, formation des agents (DEP 33, 34, 35)	Définition et mise en place d'une politique d'achat, développement de nouveaux marchés	Service achats-marchés, acteurs de l'achat public	année 2022	Recrutement d'un juriste au SAM début 2022, sensibilisation des acteurs aux règles de la commande publique par SAM	60% (recrutement effectué et de nouveaux marchés sont en cours de mise en place)
Dépenses/Commande publique	Irrégularité de la procédure d'engagement, non-respect de la commande publique (DEP 12)	Extractions cellule Sifac mots clés spécifiques	Ensemble acteurs émettant un besoin d'achat, chaîne financière dans services, composantes et laboratoires	2022-2023	Les extractions sont effectuées de manière hebdomadaire par la cellule SIFAC et analysées par le service achats-marchés	80%
Versions du document	Date	Commentaire				
Version 1	18/10/2021	F. Bernard/Jean-Marc Bourgeon				
Version 2	mai-22	F. Bernard/C. Espinosa				

# PROCESSUS RECETTES

## Evolution de la cartographie des risques :

- Difficultés en lien avec la problématique des recrutements au sein du service des recettes qui crée des ruptures dans le processus d'amélioration continue.
- Non identification ou non enregistrement des recettes, facturation trop tardive, manque de visibilité des recettes et de lisibilité des procédures dans le cadre du partenariat avec la SATT et la COMUE. Facturation tardive et hors délai dans le cadre de la FC. Le risque est de ne pas recouvrer la recette.
- Suivi des encaissements : les chèques ne sont pas toujours transmis à l'AC à réception dans le cadre de la FC.
- Emission en double des titres de recettes ou des factures, passage de recettes via la régie exclusivement. Des recettes non titrées ne peuvent être contrôlées par le PF.
- Dans le cadre du rattachement à l'exercice, difficultés à contrôler les produits à recevoir émis par la FC.

# PROCESSUS RECETTES

- Les titres de recettes liés à l'apprentissage sont effectués tardivement, les produits à recevoir ne sont pas fiables.
- Problème global lié à l'exhaustivité du fait générateur, au besoin de professionnalisation sur la recette. Les contrôles sont à renforcer et la prévision budgétaire des recettes à rapprocher de l'exécution dans les composantes et services (mise en place d'un plan de contrôle a posteriori).

# PROCESSUS RECETTES

PLAN ACTION						
PROCESSUS RECETTES						
ANNEE 2022						
PROCESSUS	RISQUE	PROPOSITION D'ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECHÉANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
Recettes	Les procédures relatives aux recettes Ub ne sont pas connues de l'ensemble des agents (administratifs et chercheurs)	Développer et uniformiser les informations et procédures déposées sur la GED. D'une manière globale, il faut intensifier et adapter la formation des agents au traitement de la recette.	Cellule / Pôle finances / Agence comptable/Composantes et services	Travail sur la période 2020 - 2022 et finalisation en 2022/2023	Le travail sur les procédures est toujours en cours. Des informations et outils à l'attention des personnels ont été mises à jour et ajoutées sur la GED. La partie recettes ordinateur reste à développer.	juin 2022 - 80%
Recettes	Des recettes ne sont ni titrées, ni facturées et ni encaissées (non identification ou non enregistrement de la recette)	Le Pôle finances va mettre en place un suivi d'exécution budgétaire et l'Agence comptable des autocontrôles sur ce point précis.	Cellule / Pôle finances / Agence comptable/Composantes et services	Travail sur la période 2020 - 2022 et finalisation en 2022/2023	Le pF a mis en place des outils pour le suivi d'exécution et effectue un comparatif d'une année à l'autre. L'agence comptable effectue des autocontrôles sur les versements. L'analyse d'exécution pour le traitement des recettes est à renforcer en composantes/laboratoires/services.	juin 2022 - 80%
Recettes	Cotation inférieure à 3 sur l'évaluation périodique et l'exploitation des résultats (échelle de maturité des risques)	Il est prévu de formaliser un plan de contrôles, des autocontrôles annuels et une grille de supervision. Les contrôles seront tracés et feront l'objet d'un reporting.	Cellule / Pôle finances / Agence comptable/Composantes et services	Travail sur la période 2020 - 2022 et finalisation en 2022/2023	Travail débuté.	juin 2022 - 10%
Recettes	Des encaissements sont enregistrés sans être rattachés à des titres de recettes ou à des factures signées (Recettes à classer)	Mise en œuvre d'un outil de suivi et communication régulière avec les composantes.	Cellule / Pôle finances / Agence comptable	2020	L'outil a été déployé puis amélioré et les résultats communiqués par quinzaine aux composantes. Les changements de personnel au Pôle finances perturbent le suivi mis en place. Les composantes ont à effectuer les recherches et faire un retour le cas échéant.	Juin 2022- 100%
Recettes	Des titres de recettes ou factures sont émis hors-délai	Hors formation continue, le Pôle finances met en place un suivi	Cellule et Pôle finances	2021	Suivi d'exécution budgétaire à renforcer dans les composantes, suivi des commandes de ventes au pôle finances.	octobre 2021 - 100%
Recettes	Des titres de recettes ou factures sont émis en double (ex. double titrage en recettes et en régie)	Travail en collaboration avec les composantes concernées pour fluidifier et améliorer les procédures et leur compréhension. Professionnalisation des acteurs nécessaire.	Agence Comptable	2022	Une communication régulière est mise en place. Les procédures sont rappelées dans le mode opératoire diffusé sur la GED. La formation des nouveaux arrivants a été intensifiée en ce sens. Une composante reste à convaincre.	juin 2022 - 90%
Versions du document	Date	Commentaire				
Version 1	oct-21					
Version 2	juin-22					

# PROCESSUS TRESORERIE

## Evolution cartographie des risques :

- Le processus comporte 69 risques dont 1 élevé et 1 moyen, ces risques sont couverts par le plan d'action en cours de déploiement.

# PROCESSUS TRESORERIE

PLAN ACTION						
AGENCE COMPTABLE - TRESORERIE						
ANNEE 2022						
PROCESSUS	RISQUE	ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECHEANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
TRESORERIE	Absence de traçabilité des opérations en instance d'encaissement (les pièces justificatives ne permettent pas un contrôle des opérations sur les comptes)	Mise en place d'un tableau xls avec le SEFCA pour le suivi des recettes à classer /échanges mensuels avec le SEFCA .	Services recetes PF / service recettes AC / SEFCA	Dispositif pérenne	Ce tableau XLS est mis en place avec le SEFCA depuis janvier 2021. Il y a désormais un échange régulier avec le SEFCA.	en cours / échanges réguliers qui sont poursuivis en 2022
TRESORERIE	Virement inapproprié sur le compte de régie du SEFCA	Une analyse des opérations de la régie sera effectuée avant la fin de l'exercice 2021. Une action devrait être mise en place en 2022.	AC / régisseur du SEFCA	31/12/2021 puis 31/12/2022	RV à prendre avec nouveau régisseur du SEFCA	échanges réguliers AC / SEFCA qui se poursuivent sur 2022
REGIE	Perte de Chèques ou d'espèces / délais de traitement des opérations / responsabilité des régisseurs	Mise en place de nouveaux moyens d'encaissement (Virements / TPE / PAYBOX) et rationalisation du nombre de régies	AC / REGISSEURS	31/12/2024		
Versions du document	Date	Commentaire				
V1	18/10/2021					
V2	30/05/2022					

# PROCESSUS ETATS FINANCIERS-CLÔTURE DES COMPTES

## Evolution de la cartographie des risques :

- Passage de 18 à 22 risques inhérents du fait de la formalisation plus précise de l'analyse de l'efficacité du dispositif de collecte des informations comptables. La criticité n'est pas la même selon les opérations de clôture réalisées, la qualité comptable peut être impactée. Les opérations relatives aux RH font apparaître des charges de congés payés élevées, ces dernières ne font pas l'objet d'un programme de gestion. L'horodatage et la structuration des charges à payer sont également difficiles concernant les heures complémentaires et les vacations. Les produits à recevoir de la FC et de l'apprentissage ont une volumétrie élevée au regard des titres effectués en cours d'année (mise en place d'un indicateur de suivi).

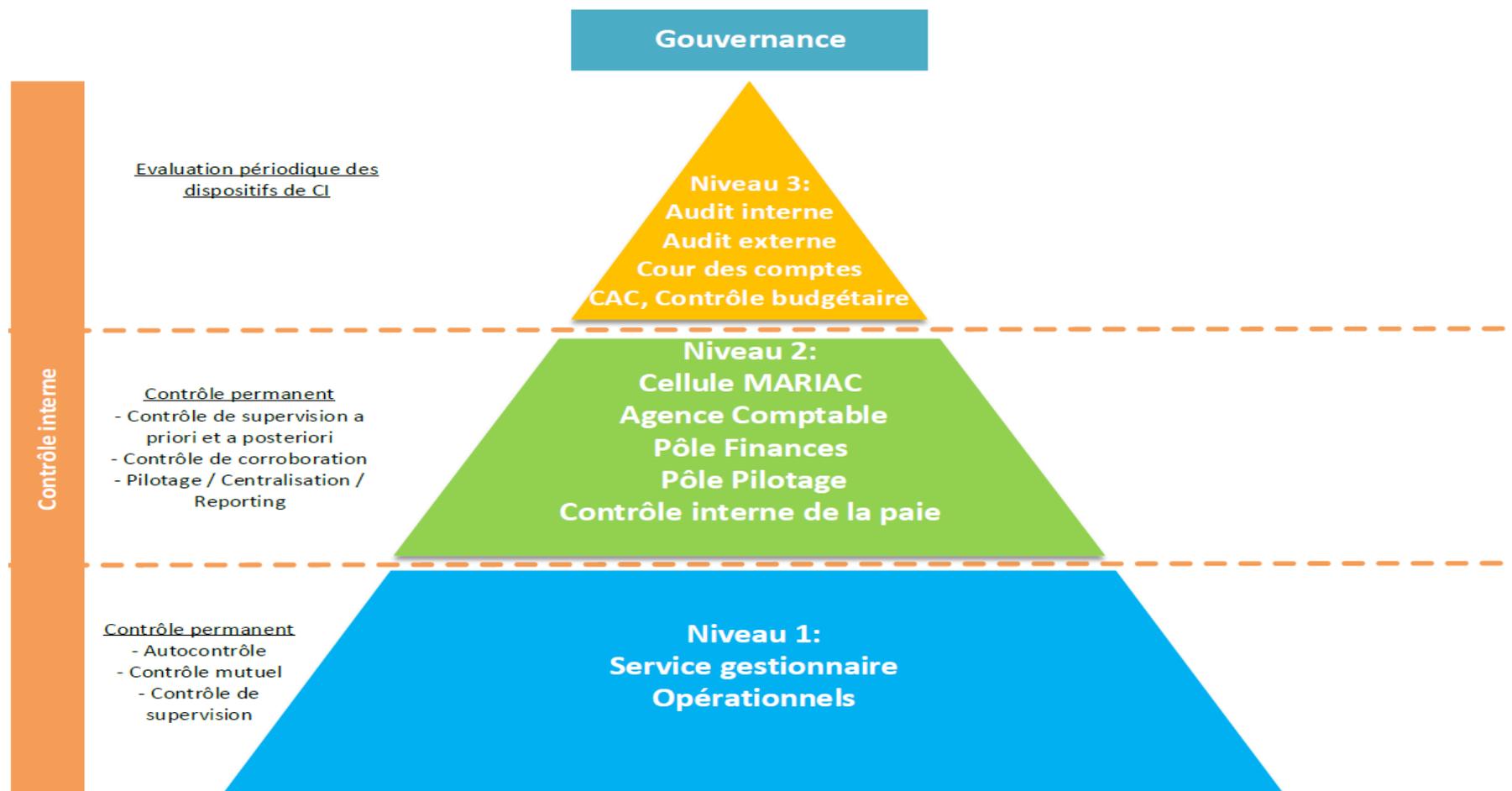
# PROCESSUS ETATS FINANCIERS-CLÔTURE DES COMPTES

- L'exactitude des comptes est contrôlée avec les CAC. Des contrôles infra-annuels sont mis en place sur des points spécifiques identifiés. Cependant, l'expertise des acteurs de la chaîne financière est à renforcer, des formations sont organisées chaque année.
- L'exactitude du recensement comptable du parc immobilier est très partiellement maîtrisé : manque de fluidité dans la transmission du PV de mise en service formalisé, certaines opérations immobilières sont gérées hors pôle patrimoine. La mise en place d'un circuit de conservation des conventions immobilières est à préciser entre le PAJI et le Pôle patrimoine. Besoin d'une revue de l'inventaire physique de l'immobilier (la dernière a été réalisée par France Domaines en 2012).

# PROCESSUS ETATS FINANCIERS-CLÔTURE DES COMPTES

PLAN ACTION						
PROCESSUS ETATS FINANCIERS-CLOTURE COMPTABLE						
ANNEE 2022						
PROCESSUS	RISQUE	ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECHEANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
Etats financiers-Clôture comptable	CC03-Manque de maîtrise des flux financiers en cours d'exercice	La formalisation de la mise en place d'états comparatifs N/N-1 à date sur les comptes de résultat plus immobilisations classes 1 et 2 devrait permettre de renforcer la maîtrise du risque. Reste la question organisationnelle de la professionnalisation et l'expertise des acteurs. <b>Remplace action mise en place arrêtés intermédiaires complets 2020</b>	Agence comptable Nicolas Cuenin	2023	Action définie au 28/09/2021	04/10/2022 Action en cours de mise en place
Etats financiers-Clôture comptable	CC05-Dispositif de collecte des informations non efficace	La formalisation du comparatif systématique entre les données N et N-1 permettant d'identifier les omissions ou les irrégularités devrait permettre de limiter le risque. Reste la question organisationnelle de la professionnalisation et de l'expertise des acteurs.	Agence comptable Nicolas Cuenin	2023	Action définie au 28/09/2021	04/10/2022 100 % avancement
Etats financiers-Clôture comptable	CC07-Dispositif de collecte des informations non efficace dans le cadre des opérations de clôture pour les produits à recevoir de la FC et de l'apprentissage	Mise en place d'un indicateur en contrôle interne (volume produits à recevoir/titre de recettes effectuées en cours d'année), indicateur qualité comptable, les PAR correspondant à des estimations nécessitant un débouclage sur l'année suivante et pouvant entraîner une observation des CAC.	AC en lien avec services des recettes au PF	2023	Action définie au 4/10/2022	
Etats financiers-Clôture comptable	CC16-Mauvaise anticipation de la clôture comptable	Mise en place d'un calendrier type descriptif des opérations se déroulant dans l'année.	AC	2023	Action définie au 4/10/2022	
Etats financiers-Clôture comptable	CC20-Recensement comptable du parc immobilier	Mise en place d'une revue d'inventaire physique des biens immobiliers (rapprochement, revue des processus dont circuit des conventions).	AC-cellule Mariac-PAJI-Pôle patrimoine	2023		
Versions du document	Date	Commentaire				
Maj 2021	28/09/2021					
Maj 2022	04/10/2022					

# LES NIVEAUX DE MAITRISE DES RISQUES



# CONTROLE INTERNE

## Cartographies des risques et plans d'action 2022

### CA DU 12 DECEMBRE 2022





## LES PROCESSUS FINANCIERS DE L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE

### 1-Processus rémunération

- A-Gestion de la paie
- B-Pilotage de la masse salariale

### 2-Processus parc immobilier/investissement

- A-Prise de décision acquisition bien à l'actif
- B-Entrée d'un actif
- D-Inventaire/Suivi du patrimoine
- E-Sortie d'un actif

### 3-Processus contrats de recherche

- A-Montage de projet
- B-Conventions de recherche
- C-Achats de la recherche
- D-Bilan de projet

### 4-Processus dépenses/commande publique

- A-Engagement juridique
- B-Prise en charge de la dépense
- C-Décaissement
- D-Gestion des missions
- E-Marchés publics

### 5-Processus recettes

- A-Engagement, constatation
- B-Liquidation
- C-Prise en charge
- D-Recouvrement, encaissement, rapprochement

### 6-Processus budget

- A-Elaboration du budget
- B-Suivi budgétaire

### 7-Processus trésorerie

- A-Gestion de la trésorerie
- B-Régies
- C-Compte bancaire

### 8-Processus états financiers/clôture comptable

- A-Comptabilisation des opérations et préparation clôture
- B-Clôture comptable

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Rémunération	Recrutement	REMO1	Risques liés à un recrutement inadapté ou infructueux								3	2	6	Conséquences : coût du contrat, coût des formations, engagement établissement, image, risque sur l'activité. Nécessaire adaptation à l'environnement et au contexte socio-économique. Dépendance à la stratégie de l'établissement en matière de recrutements. Campagne d'emploi, dialogues d'objectifs et de moyens, process ouverture concours et mutations. Développement d'une GPEEC, d'un référentiel des métiers à l'UB pour les Biats. Mise en place pour les Biats non titulaires, d'un suivi spécifique des nouveaux recrutés contractuels (service de développement des RH), attention portée sur les délais de recrutement (périodes d'essai, fin de contrat...). Les postes techniques et d'encadrement en suppléance sont difficiles à pourvoir.	Elevé	Partielle		Un outil de gestion des candidatures serait un gain considérable. Les circuits d'information et de communication sont à améliorer. Une réflexion sur les modes de diffusion des offres pourrait être menée en fonction des offres d'emploi. Le risque est majoré dans le cadre des recrutements pour suppléances : l'expérimentation d'un pool de remplacement est une solution qui répond aux besoins. Le cadre réglementaire en matière de publicité est de plus en plus contraignant (Décret n° 2018-1351 relatif à l'obligation de publicité des emplois vacants, Décret n° 2021-1450 relatif au contrat post doctoral etc.)	24/05/2022
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REMO2	Rémunération à tort ou absence de rémunération de personnels (mise à jour des effectifs au vu de l'évolution de leur situation administrative)	X	X	X					3	1	3	Pour les contractuels, la prise en charge financière comporte obligatoirement une date de fin de contrat, c'est un contrôle bloquant. Risque avec une fréquence faible pour les renouvellements non passés en paye. Problématique des fiches de rémunération des vacations administratives qui sont encore en format papier et qui peuvent parfois être saisies deux fois. Le logiciel SAGHE a permis de sécuriser le circuit pour les vacations d'enseignement. Pour les titulaires, le gestionnaire saisit la modification pour une répercussion en paie. Risque très faible pour les mobilités des titulaires. Très rare pour les départs en retraite. Avec Siham, les risques sont plus modérés, il est possible de développer des requêtes de position administrative. Le suivi est important mais la fluidité n'est pas toujours parfaite pour les arrêtés pris par le Rectorat. Tous les mois, l'agence comptable contrôle un échantillon des fiches de paie éditées par la DRFIP, en amont de l'édition des fiches de paie. Aux Services SPE et BIATSS: un tableau de suivi des mouvements de personnels est mis en place. Les trop-perçus sont recouverts par l'agence comptable.	Moyen	Complète			03/05/2022
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REMO3	Risques de probité : agents fictifs dans base de rémunération, sécurité sur les saisies et modifications de RIB, changement d'échelon, de chevron, avenants contractuels.			X					2	1	2	Concernant la sécurité des RIB, sensibilisation régulière des gestionnaires, utilisation du système sécurisé SAGHE pour les vacataires d'enseignement, passage par l'adresse mail professionnelle (sauf pour les contrats étudiants administratifs, les étudiants n'ayant pas d'adresse professionnelle créée). Les RIB peuvent également être remis en main propre par l'agent. La saisie des RIB est faite par les gestionnaires et contrôlée. L'agence comptable effectue un nouveau contrôle. Lors de l'enregistrement par la DRFIP, vérification d'un enregistrement déjà existant dans la base régionale et échange avec l'établissement si doublon. Confirmation du service gestionnaire à l'intéressé en cas d'échange par mail via la messagerie sécurisée. Paiement d'agents fictifs : demande de nombreuses pièces jointes, production d'un contrat/d'un arrêté. Pour les personnels Biats, les campagnes d'avancement ne sont pas déconcentrées, le service ne produit pas les arrêtés. En bout de flux, journaux de paie mensuels pour les ressources propres, journaux vérifiés par les services et composantes. Changement frauduleux d'échelon, de chevron : production d'un document signé par l'ordonnateur. Vérification de cohérence automatique avec ancienne position administrative. Circuit des parapheurs. Pour les titulaires, les campagnes sont collectives et un contrôle de supervision est effectué par le service gestionnaire. Une extraction Siham des modifications est effectuée pour la vérification. Les modifications répondent à des calendriers spécifiques. Concernant le DSN (déclaration sociale de SS), un compte-rendu est édité pour la fiabilisation.	Faible	Complète			23/05/2022
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REMO4	Saisie de données de paye en dehors de la période autorisée (pendant la période de contrôle)			X					2	2	4	Siham ne permet pas la fermeture du logiciel pendant la période de contrôles, des gestionnaires peuvent saisir des modifications qui ne seraient pas vérifiées par le service prospective et qualité des RH (pour le contrôle interne de la paye). Les gestionnaires sont très sensibilisés à la question. Avant la génération du fichier de paie, les mouvements saisis pendant la période de correction sont contrôlés.	Moyen	Complète		Une requête est mise en place dans Siham pour que le contrôle soit complet.	11/05/2022

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette				
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM05	Les données dans SIHAM ne correspondent pas à la situation réelle de la personne employée		X	X					2	2	4	Le risque de non-réperçusion de l'évolution de la situation administrative de l'agent dans le système financier est plus important pour les populations gérées par le Rectorat et le ministère. Les délais sont plus importants pour les personnels hospitalo-universitaires pour lesquels le circuit part de l'UFR Santé et passe par le ministère (double signature doyen/ministère). La préliquidation de la paie dans Siham permet d'éviter les erreurs de double saisie. Un contrôle ponctuel et régulier sur le SFT a été mis en place par les services gestionnaires, systématisation pour les agents ayant des enfants de plus de 16 ans et de moins de 20 ans.	Moyen	Complète		Des fiches sont envoyées à l'ensemble des agents pour mise à jour des données dans SIHAM. Tout ce qui déclenche de la rétroactivité entraîne forcément un écart. Cas de gestion rétroactive : - Il peut y avoir un décalage entre Congé Maladie Ordinaire et l'octroi d'un CLD (décision du comité médical), l'établissement n'a pas la main sur la transmission des documents. - Arrêté de reclassement : contrainte externe, l'établissement n'a pas la main sur la transmission des documents. Saisie en gestion administrative dans SIHAM soit sur la base d'une pièce, soit pour pouvoir produire la pièce. Les mouvements de paie sans pièce ne sont pas validés ou sont supprimés. Temps partiel : absence de modification de la quotité ou impact indemnité si changement, le service Biatss n'a pas toujours l'information de la part des composantes.	11/05/2022	
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM06	Les données de gestion administrative et de préliquidation du dossier de l'agent ne sont pas justifiées par des pièces		X						2	1	2	Pas de validation de mouvement de paies sans pièce justificative. Les pièces sont parfois à la signature de la validation (respect du calendrier). L'agence comptable effectuée également un contrôle a posteriori.	Faible	Complète		Siham permet d'anticiper les saisies et de préparer la paie au fil de l'eau.	02/05/2022	
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM07	Les documents comptables et pièces justificatives sont classés ou archivés de manière impropre			X					1	1	1	Dans les services gestionnaires : dossiers classés par chaque gestionnaire avec un code couleur par types de contrats. Classeur tenu lors d'envoi des pièces avec bordereau. Les contractuels sont encadrés par des titulaires dans le cadre de l'archivage au SPE. Au service Biatss, archivage centralisé par la même personne. Contrôle a posteriori SPQRH, Transmission des pièces (avec un impact sur la paye) à l'Agence comptable qui est responsable de l'archivage.	Faible	Complète		Risque lié au suivi du classement et de l'archivage en cas d'absences prolongées des gestionnaires ou de vacance de postes, encadrement renforcé des titulaires, supervision.	02/05/2022	
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM08	Paiement d'agents avec service fait fictif ou paiement indu de primes.		X						3	2	6	Service fait fictif. Pas de risque pour les fonctionnaires, établissement d'un état liquidatif. Pour les contrats vacataires Biatss (vacations administratives), les fiches de rémunérations papier ne sont pas toujours fiables. Elles peuvent être fausses, elles sont parfois transmises sans service fait et corrigées a posteriori. Cela génère des trop-perçus. Elles sont parfois saisies 2 fois. Cela représente un volume élevé de traitement. La mise en place d'un outil de traitement dématérialisé de traitement permettrait de fiabiliser le système, de rationaliser la gestion et de gagner en fluidité dans les circuits. Les contrats vacataires d'enseignement sont maintenant dématérialisés dans SAGHE, le risque a fortement diminué. SAGHE a permis de renforcer la fiabilité du service fait pour les heures d'enseignement par la mise en place de circuits de validation et d'une certification finale par le directeur de composante. Suite aux DOM, une enveloppe globale d'heures est attribuée à chaque composante, des quotas sont définis en composante pour la charge d'enseignement. Le nombre d'heures attribuées est bloquant, la demande de hausse de l'enveloppe doit être motivée auprès du central et validée par la gouvernance Règles d'incompatibilité bloquantes dans Saghe pour le paiement injustifié d'heures d'enseignement. (Quota maximum d'heure au niveau des plans de formations et de l'enseignant) Le paiement de la RIPEC est déclaratif, il y a un risque de rémunérer des professions libérales qui ne peuvent y prétendre. Risque également pour les heures RITM attribuées par la COMUE. Il est difficile d'identifier les interlocuteurs pour le SF en composantes. Contrôle sur pièces du SPQRH.	Elevé	Partielle				23/05/2022



## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
	Gestion administrative de la paye	REM09	Réalisation d'un recrutement en l'absence de crédits disponibles (SPE)		X		X				2	1	2	Recrutement validés en DOM et peu nombreux.	Faible	Complète			02/05/2022
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM10	Réalisation d'un recrutement contractuel en l'absence de crédits disponibles (BIATSS)	X		X					3	1	3	Utilisation de la DAR dématérialisée pour les recrutements contractuels, circuit qui comprend plusieurs niveaux de validation : Service, composante ou laboratoire, pôle Finances, RH, validation finale DGS. Le circuit fonctionne bien. Problème de délégation de signature se pose dans les composantes. Vérification des disponibilités des crédits par les Composantes et le Pôle Finances. Engage la responsabilité du Responsable Administratif et du Doyen. Le risque, à la marge, peut venir d'un recrutement non autorisé.	Moyen	Complète		La procédure DAR est rappelée aux composantes par la responsable du pôle RH-Biats. Elle sécurise le processus.	02/05/2022
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM11	Non respect des conditions légales d'embauche d'un vacataire d'enseignement (SPE)								3	1	3	2 décrets concernés : le décret général et décret disciplines médicales et odontologie. Le dépôt des dossiers peut être tardif. Pour le paiement, jurisprudence avec indemnité à hauteur du service fait, envoi d'un courrier par l'UB. Blocage dans Saghe. Fiche de rémunération en composante. Volumétrie faible. Chaque vacataire reçoit le MOP de dépôt de dossier dématérialisé, il est précisé les conditions de recrutement.	Moyen	Partielle			03/05/2022
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM12	Embauche illégale de salariés								2	2	4	Le service Biats fait face plus fréquemment à des situations d'urgence concernant l'emploi de salariés étrangers. Les dossiers sont complexes, la réglementation évolue régulièrement. L'aide de la Préfecture est sollicitée pour former les agents. Le pôle des RI est très impliqué dans cette partie de processus.	Moyen	Partielle			02/05/2022
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM13	Prise de service d'un agent en l'absence de DAR validée	X							3	1	3	Communication intense des services de gestion (mails, intranet, calendriers de gestion), régularisation en urgence si nécessaire.	Moyen	Complète		Proposition : établir un circuit de communication pour faire remonter les informations de recrutement non prévus au Pôle Pilotage afin de maîtriser le pilotage du budget central de masse salariale.	23/05/2022
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM14	Prise en charge hors délai pour paiement d'un agent (nouveaux arrivants)	X	X						2	1	2	Réalisation d'acomptes pour les nouveaux arrivants.	Faible	Complète		L'agent comptable engage entièrement sa responsabilité et il n'est pas obligé de procéder à un acompte. Le calendrier des paies est connu de tous en début d'année universitaire.	02/05/2022

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Mise à jour		
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette	Commentaires			
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM15	Eléments de rémunération erronés			X						3	3	9	Vérification exhaustive a priori par le SQPRH (le contrôle de la paie ne peut pas être hiérarchisé), automatisation de certains mouvements, risques d'erreurs limités. Autocontrôle des gestionnaires, sensibilisation forte de l'encadrement du SPE et BIATSS. L'agence comptable effectue un contrôle a posteriori par échantillonnage Contrôle de cohérence par la DGFIP. Dispositif de maîtrise complet. Des risques demeurent concernant les indemnités car la gestion est manuelle. Les journaux de paye provisoires sont également transmis aux Composantes pour vérification.	Elevé	Complète		Contrôle de cohérence des éléments budgétaires (HC, vacations d'enseignement, vacations administratives, indemnité de jury, convention recherche, convention FC) lors du processus de déversement de la paie dans SIFAC par le Pôle Pilotage et le Pôle Finances.	20/05/2022
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM16	Non respect des règles de cumuls de rémunérations (activité principale, activités accessoires)			X						2	2	4	Risque d'atteinte à la probité. Le paiement des vacataires d'enseignement n'est pas possible avant autorisation de cumul signée. A compter de septembre 2022, pour l'enseignement supérieur, dispositif autorisation de cumul remplacé par une déclaration préalable. BIATSS : complexité d'application du dispositif Raffarin. La gestion est manuelle, le taux de rémunération est fixé réglementairement et dépend de la catégorie de l'agent. Ce qui n'est pas toujours compris. Le contrôle est possible par le SQPRH dans le cadre de la campagne de RAFF. Les chefs de service ont pour responsabilité de vérifier les emplois du temps des agents qui sont sous leur responsabilité pendant leur période de travail. Les vacations administratives ne peuvent pas être réalisées pendant les heures de travail et doivent faire l'objet d'une autorisation préalable de l'employeur principal. Risque pour l'université.	Moyen	Partielle		La mise en place prochaine d'un outil de gestion des congés, emplois du temps devrait faciliter le contrôle de cohérence.	02/05/2022
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM17	Les conséquences financières des grèves sont mal liquidées	X	X	X						1	2	2	C'est du déclaratif. Pour les enseignants, possible de contrôler : contrôle du service fait du cours. Les Composantes envoient un état de grève au SPE et BIATSS. Pour les BIATSS : bien suivi avec un état de présence du personnel le jour de la grève transmis au Service Central. Message des Services Centraux pour rappeler la procédure. Les remontées sont plus difficiles pour les enseignants-chercheurs.	Faible	Partielle		Suivi difficile pour les enseignants & enseignants-chercheurs. Le SPE a mis en place un plan de contrôle à tracer en croisant les remontées composantes et la paye liquidée. Contrôle ponctuel mais systématisé. Pour les hospitalo-universitaires, impossibilité de contrôler.	04/05/2022
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM18	Les retours a posteriori de l'Agence comptable (2ème contrôle après celui du contrôle interne de la paie) ne sont pas traités ou traités avec délais			X						1	1	1	Retours sur la forme, l'agence comptable peut annuler une paye.	Faible	Complète		Cela arrive exceptionnellement.	02/05/2022
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM19	Requalification de la situation des congés et absences a posteriori	X		X						2	1	2	Automatismes dans Siham comme pour jour de carence. Les répercussions des requalifications sur les primes se font manuellement. Des contrôles permettent d'apporter des actions correctrices.	Faible	Partielle		Etat nominatif de grévistes intervient 15 jours après remontée ministère pour ajustement de la paye. Les arrêts de travail arrivent parfois tardivement dans les services notamment pour les hospitalo-universitaires du fait de la double gestion UB-CHU,	04/05/2022
Rémunération	Pré-liquidation et calcul de la paye	REM20	Les heures complémentaires saisies dans SAGHE sont erronées ou fictives		X	X	X					3	1	3	SAGHE permet de vérifier le service fait. Les enseignants ont a un accès à SAGHE. Pour les VAE, le circuit est toujours papier, le PV de jury doit être joint signé. Les fiches de rémunération d'heures de vacations d'enseignement ont presque disparu. Risque atteinte à la probité,	Moyen	Complète		Les secrétariats pédagogiques vérifient l'effectivité du service fait : la procédure de vérification du service fait est propre à chaque composante, les heures peuvent parfois être validées par le responsable pédagogique dont la responsabilité est engagée. Le SPE sensibilise régulièrement les Directeurs de composantes, Instituts ou écoles sur le fait qu'ils engagent leur responsabilité lorsqu'ils certifient les heures.	03/05/2022
Rémunération	Pré-liquidation et calcul de la paye	REM21	Reconduction automatique d'une prime exceptionnelle ou d'une NBI (Biats)		X	X						2	1	2	Toutes les majorations présentent une ligne spécifique avec date de début et date de fin. Toutes les primes majorées font l'objet d'un seul versement en fin d'année. Techniquement très restreint à certains types de primes. Tableau de suivi mensuel par le Pôle Pilotage sur les primes versées dans le cadre de la MS. Contrôle du Service BIATSS.	Faible	Complète		Les primes des enseignants ne sont pas majorées : PRES, PCA, PES, PRP.	02/05/2022
REMUNERATION	Pré-liquidation et calcul de la paye	REM22	Défaillance d'intégration des fichiers de paye (SAGHE ou autres) dans SIHAM	X	X	X						2	2	4	Le risque est un peu plus élevé dans Siham que dans Winpaie. Si l'intégration indemnitaire sur forts volumes n'est pas correcte, les agents doivent être supprimés un par un. Les patch Siham peuvent entraîner des régressions sur d'autres éléments.	Moyen	Partielle		Risque inhérent au produit Siham et non aux services, entre mains AMUE	02/05/2022



## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
REMUNERATION	Pré-liquidation et calcul de la paye	REM23	Les données de paye n'ont pas été correctement prises en compte par le Trésorerie Générale pour la production des bulletins de paye	X	X	X					1	1	1	Contrôles a priori de l'agence comptable, échantillons de paie calculés, contrôle des fichiers de retour de paie par SQPRH, fiches de liaisons mises en place avec la DRFIP en lien avec Siham. Eléments supprimés par la DRFIP, analyse des rejets. Outil DRFIP fiable.	Faible	Complète		Niveau DRFIP. Contrôle par retour des fiches de liaison. Il existe une traçabilité des contrôles à l'agence comptable (classeur excel et CR pour chaque contrôle).	02/05/2022
REMUNERATION	NBI	REM24	Non interruption alors que le bénéficiaire n'exerce plus les fonctions éligibles		X						2	1	2	Contrôles sur dossier agent. Pas de risque sur le personnel entrant car pas de NBI payée sans pièce. Mais risque si mouvement de personnels internes : pas de contrôle de l'état NBI de la DRFIP. Contrôle du service Biatts, cartographie mise à jour régulièrement.	Faible	Partielle		La NBI concerne une centaine de personnes à l'uB. Risque lors des changements de postes et oubli (parfois volontaire / politique) de changement / suppression de NBI.	02/05/2022
REMUNERATION	NBI	REM25	Erreur de calcul (nombre de points erroné)			X					2	1	2	Risque d'attribution du mauvais nombre de points. Délibération CA, arrêté individuel. Contrôle AC également.	Faible	Complète			02/05/2022
REMUNERATION	NBI	REM26	Absence ou erreur de saisie	X							2	1	2	Se produit exceptionnellement, régularisé.	Faible	Partielle		L'agent reçoit un courrier avec copie de l'arrêté.	02/05/2022
REMUNERATION	Primes	REM27	Non respect des critères d'attribution								3	2	6	Les primes des Enseignants/EC sont comprises dans une fourchette précisée dans un décret. PRP/PCA : tableaux votés en CAR, primes vérifiées par SPE, AC et SQPRH. Primes CAIG pour les chargés de mission : contrôle de l'AC, une lettre et un rapport sont fournis en pièces. Vote des demandes de dérogations pour les heures complémentaires sont votées au CAR, contrôle de l'AC. Dispositif de maîtrise complet pour le SPE. L'attribution de l'IFSE pour les Biatts est votée en CA, l'acte est signé par l'ordonnateur. Vote d'un cadre réglementaire et application par l'établissement dans le cadre d'une fourchette. Etat liquidatif de l'ordonnateur pour justifier auprès de l'AC.	Elevé	Complète			02/05/2022
REMUNERATION	Primes	REM28	Non respect des règles d'incompatibilité		X						3	1	3	Risque d'incompatibilité prime RIPEC pour les professions libérales. Contrôle SQPRH et AC. Pas de risque d'incompatibilité pour les Biatts.	Moyen	Complète		Prime de fin d'année pour les agents contractuels non basée sur un texte réglementaire (au niveau du ministère). Le montant est voté au CA et va être intégré aux contrats au moment de leur renouvellement.	20/05/2022
REMUNERATION	Primes	REM29	Erreur dans le calcul de la masse à répartir			X					3	1	3	Le PDDQP est en charge du pilotage de la masse salariale et transmet les éléments au Pôle finances.	Moyen	Complète			23/05/2022
REMUNERATION	Primes	REM30	Erreur dans le calcul des proratisations des indemnités Biatts			X					3	2	6	Les gestionnaires suivent les temps partiels et les absences. Cependant il peut y avoir des erreurs lorsque les agents changent de quotité rémunérée, sont renouvelés. Exceptionnel. Contrôle par Service Contrôle Interne de Paye : états DRFIP fournis pour la proratisation.	Elevé	Complète		Complexité du calcul de la prime de fin d'année pour les cas complexes (demi-traitement, etc.). Les gestionnaires se réunissent pour mise en place et échangeant ensuite sur cas qui entraînent des questionnements.	02/05/2022
REMUNERATION	Primes	REM31	Erreur dans le calcul des primes et retenues	X	X						2	3	6	Chaque gestionnaire vérifie ses mouvements pour les saisies individuelles, plusieurs regards sont portés sur la gestion collective. Les contrôles sont nombreux, le SPQRH effectue des contrôles de cohérence et vérifie la proratisation des traitements en lien avec l'indemnitaire. saisie reste manuelle pour les USS. La méthode est différente pour les hospitalo-universitaires pour laquelle le CHU applique déjà la subrogation pour les ANT. Attente attestation agent, décalages possibles. Le SPQRH vérifie des calculs. Contrôles de l'AC également.	Elevé	Complète		Le passage en subrogation des USS au 1/1/2023 permettra de résorber les risques d'erreurs sur ce point. La sécurité sociale effectuera le calcul, des simulateurs seront mis à la disposition de l'établissement.	04/05/2022
REMUNERATION	Avantages en nature	REM32	Non respect des dispositions réglementaires		X						2	1	2	Pour les concessions de logement, une vingtaine en NAS sur l'université, le PAJI transmet les états au services Biatts qui paie. La cartographie des NAS est approuvée par le CT et votée au CA, elle a été mise à jour en mars 2022 et est cadrée réglementairement.	Faible	Complète		Au moment du passage au prélèvement à la source, le paiement du montant a été synchronisé avec la période d'occupation du logement. Le montant de la CSG et CRDS est inclus dans le montant imposable.	20/05/2022
REMUNERATION	Avantages en nature	REM33	Absence de déclaration, déclaration partielle ou erronée	X	X	X					2	1	2	Calcul des charges par le pôle patrimoine, établissement d'une facture par le pôle finances, facture de régularisation en début d'année, l'agence comptable envoie une facture acquittée une fois le règlement effectué.	Faible	Complète			19/05/2022
REMUNERATION	Liquidation	REM34	Paramétrage informatique absent ou erroné des éléments de liquidation permanents	X	X						1	1	1	Le SQPRH envoie les bases de calcul à la DRFIP qui effectue les calculs.	Faible	Partielle		Niveau DRFIP. Contrôle par retour des fiches de liaison.	02/05/2022
REMUNERATION	Liquidation	REM35	Application du mauvais régime de SS		X	X					2	1	2	Paie fautive dans ce cas là. Actions correctrices : contrôle a priori du SQPRH de la codification correcte par rapport à la situation de l'agent, contrôle exhaustif. Siham préalablement un triplé de codification. Intervention manuelle. Vérification du gestionnaire également.	Faible	Complète			02/05/2022



## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
REMUNERATION	Ordre de payer	REM36	Erreur lors du versement des acomptes			X					3	2	6	Le gestionnaire saisit le montant de l'acompte, le montant est prédéfini. Risque d'un montant trop important par rapport à la paie. L'opération est manuelle et il n'y a pas de blocage applicatif. Les erreurs potentielles sont de faible montant. Lorsque la liquidation de la paie a lieu, la DRFIP ne peut recouvrer. Pour le SPE, le risque est maîtrisé (calendrier et grille). Pour les Biatss, risque de recouvrement lorsqu'il est mis fin au contrat de manière anticipée. Marginal.	Elevé	Complète		Recouvrement par l'AC de l'établissement. Circuit de contrôle renforcé, arrêts de paie rares.	11/05/2022
REMUNERATION	Ordre de payer	REM37	Erreur de liquidation sur le montant à payer			X					2	1	2	Réalisé par la DRFIP, pas une erreur de liquidation en tant que telle. L'outil DRFIP est national, les erreurs sont rares. Un échantillon de liquidation est transmis à l'AC.	Faible	Complète			02/05/2022
REMUNERATION	Ordre de payer	REM38	Pièces justificatives absentes, insuffisantes ou erronées à l'appui de l'ordre de payer		X						2	1	2	Ordre de payer, interface DRFIP. Délégation signature ordonnateur et comptable. Pour pièces jointes, cf risques 5 et 6.	Faible	Complète			02/05/2022
REMUNERATION	Ordre de payer	REM39	Enregistrement comptable erroné des rémunérations						X		2	3	6	Pour les comptes comptables, paramétrage DRFIP. Pour les imputations budgétaires et la répartition dans les différents budgets, le déversement de la paie se fait via Siham. C'est transparent pour l'agent. Un journal de contrôle est édité pour la masse salariale RP, contrôle des composantes. Blocage si pas d'imputation. Indicateurs de suivi complétés par le PF. Formation à réitérer pour les composantes ou mode opératoire ?	Elevé	Complète		SIHAM a permis d'automatiser ce dispositif.	02/05/2022
REMUNERATION	Ordre de payer	REM40	Ordre de payer transmis avec retard		X						3	1	3	Calendrier impératif DRFIP. Transmission par mail de l'OP possible également. 2 navettes par semaine pour les transmissions papier. Dispositif complet, calendrier respecté. 3 personnes peuvent transmettre l'OP.	Moyen	Complète			02/05/2022
REMUNERATION	Comptabilisation de la paie	REM41	Erreurs dans le fichier KX transmis par la Trésorerie Générale	X	X	X					2	1	2	Requête BO dans Siham. Rapprochement KX DRFIP.	Faible	Complète		Différence entre fichier KX et montant réel de la paie de l'Agence comptable. Alors, correction à passer dans SIFAC.	02/05/2022
REMUNERATION	Comptabilisation de la paie	REM42	Altération du fichier généré par SIHAM pour le déversement dans SIFAC / défaillance de l'intégration	X	X	X		X			3	1	3	Renommage automatique.	Moyen	Complète			02/05/2022
REMUNERATION	Suivi du temps d'activité (BIATSS)	REM43	Absence ou erreur dans le suivi des congés payés, absence de stratégie de validation	X	X	X					3	2	6	Le suivi des congés payés fait l'objet de gestions atomisées en composantes, laboratoires et services, des outils de suivis disparates sont mis en place avec un système hybride (saisie informatique, circulation de feuilles papier pour les autorisations). Les gestions ne sont pas harmonisées d'une structure à une autre. Risque de probité. Les structures engagent leur responsabilité sur le décompte des congés. Peut faire l'objet d'un audit. Contrôles partiels, pas d'harmonisation des procédures. Les tableaux destinés aux provisions de congés payés sont transmis à l'agence comptable par chaque service. Suivi spécifique DGS sur nombre de jours déposés sur CET au delà d'un seuil de 15 jours par an. Echange au niveau des services Biatss et de l'AC sur les données nécessaires au niveau comptable, recoupements, contrôles sur les éléments à disposition.	Elevé	Partielle		L'acquisition d'un logiciel de gestion des EDT, des congés, des heures supplémentaires, du télétravail fait actuellement l'objet d'un appel d'offre.	20/05/2022
REMUNERATION	Suivi du temps d'activité (BIATSS)	REM44	Suivi de récupération des heures supplémentaires non maîtrisé (non décompte des CP et report sur le CET)	X		X					3	3	9	Les heures supplémentaires sont instruites par les Chefs de service qui se réfèrent à la réglementation mise en place en 2002 sur la RTT. Une marge est laissée à l'interprétation, les suivis ne sont pas toujours réalisés. Une pointeuse ou un suivi traçable dans un système d'information permettraient d'harmoniser et de mieux contrôler.	Elevé	Partielle		L'acquisition d'un logiciel de gestion des EDT, des congés, des heures supplémentaires, du télétravail fait actuellement l'objet d'un appel d'offre.	02/05/2022
REMUNERATION	Suivi du temps d'activité (BIATSS)	REM45	Suivi du télétravail	X	X	X					3	2	6	La télétravail concerne désormais 550 agents qui bénéficient d'un protocole individuel. Recensement trimestriel pour le forfait télétravail par le service Biatss via dépôt sur Nuexo (déclaratif). Forfait plafonné à 220 euros par an. La gestion du suivi du télétravail dans les services peut s'avérer difficile.	Elevé	Partielle		L'acquisition d'un logiciel de gestion des EDT, des congés, des heures supplémentaires, du télétravail fait actuellement l'objet d'un appel d'offre.	02/05/2022
REMUNERATION	Saisie administrative	REM46	Notification de saisie sur traitement		X						1	1	1	Réception AC et transmission DRFIP	Faible	Complète			11/05/2022
REMUNERATION	Saisie administrative	REM47	Absence de tenue d'un fichier de suivi	X	X	X					1	1	1	Existence fichier Excel tenu par Agence comptable alimenté au fur et à mesure. Fichier DRFIP pour le suivi.	Faible	Complète			11/05/2022
REMUNERATION	CET	REM48	Erreur dans le suivi et valorisation des CET payés aux agents		X	X					2	1	2	Tableau EXCEL de suivi des demandes de CET : centralisation au niveau du pôle RH-Biatss. Transmission de la demande au Service BIATSS. Suivi au sein de l'UFR. Contrôle au niveau du Service BIATSS. Les CET mis en paiement, et le "stock" de CET en fin d'année est mis en cohérence avec le suivi effectué à l'AC.	Faible	Partielle		Un logiciel de suivi serait mieux qu'un suivi XLS. Besoin d'une application de suivi des congés	20/05/2022



## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute	Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour		
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact			Probabilité	Criticité Brute	Criticité			Niveau de maîtrise	Criticité Nette
REMUNERATION	Inventaire	REM49	Absence ou évaluation erronée des écritures de clôture (charges à payer et provision) relatives au CET	X		X					2	2	4	Les écritures de saisies sont comptabilisées au vu du suivi effectué au service BIATSS. Toutefois il s'agit d'une estimation : les dates réglementaires de remontée par les agents (alimentation CET et option) sont postérieures au calcul nécessaires à l'estimation. Le calcul est validé par les CAC	Moyen	Partielle		Les tableaux de suivi AC et BIATSS ne répondent pas aux mêmes enjeux, une réflexion commune doit être menée sur ce point.	20/05/2022
REMUNERATION	Inventaire	REM50	Absence ou évaluation erronée des rattachements de fin d'exercice (charges à payer heures complémentaires, aides sociales, primes payées au trimestre, vacances payées au service fait, paies de l'année n payées en (n+1) + provision congés payés.					X			3	2	6	Mise en place des CAP, évaluations issues de l'exécuté N-1, selon des méthodes validées par les CAC (les données remontées par les composantes ne sont suffisamment qualitatives). La charge à payer pour congés payés est estimée sur la base d'un recensement remonté par les composantes; mais les congés ne sont pas suivis de manière centralisés dans une application dédiée.	Elevé	Partielle		CAP des heures complémentaires et vacances d'enseignement évaluées par le Pôle Pilotage et transmises à l'Agence Comptable	20/05/2022

PLAN ACTION						
POLE RH						
ANNEE 2022						
PROCESSUS	RISQUE	ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECHEANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
Contrôle interne paie	Maîtrise des risques de paie	Formaliser le plan de contrôle des mouvements de paie côté ordonnateur	Pôle RH	2023	attente retour sur préliquidation	10%
Préliquidation de la paie	Multi-saisies, 2 SI différents: risque élevés d'erreurs, de données non mises à jour, de paiements indus	Déployer le module préliquidation de la paie Siham	Pôle RH/Santé	mars-22	objectif atteint	100%
Mise en place d'une procédure permettant de sécuriser la mise à jour des revues des habilitations en ce qui concerne les mouvements internes d'agents dans l'établissement	Incohérence affectation des personnels et habilitations informatiques sur logiciels métiers	Mettre en place une procédure qui permette l'information régulière des gestionnaires de revues d'habilitations lorsqu'une mutation interne a lieu, contrôle de cohérence	Pôle RH, composantes, DNUM	2023		
Cartographie des habilitations SIRH	Ouverture de droits en saisie en GA et paie non justifiée	Répertorier les différents profils et rendre accessible l'information	Dnum- Pôle RH	1er trimestre année 2022	objectif atteint	100%
Gestion des congés et du télétravail	paiement indus (indemnisation congés non pris, calcul indemnité forfaitaire de télétravail)	Déploiement d'un module de gestion des congés et du télétravail	Dnum- Pôle RH	2024	Appel d'offre lancé pour un prestataire extérieur- <b>Report d'un an</b>	10%
Gestion dématérialisée des rémunérations des vacances administratives	Paiement d'agents avec service fait fictif ou paiement indu	Déploiement d'un module de gestion des vacances administratives sur le modèle de SAGHE pour les vacances d'enseignement	Dnum-Pôle RH	2023-2024	en cours de réflexion	
Recrutement	Répondre aux besoins en recrutements, le traitement des candidatures est actuellement manuel	Possibilité de mise en place d'une plateforme numérique pour le dépôt et le traitement des candidatures Biatss	Dnum-Pôle RH	2023	en cours de réflexion	
Absence pour raison de santé des agents contractuels	paiemnt indu et difficulté de rrecouvrement en cas d'erreur	Subrogation des IJSS	Pôle RH/Santé - AC	1er trimetsre 2023	en cours	50%
Versions du document	Date	Commentaire				
Version 1	20/10/2021					
Version 2	mai-22					

 <b>Cartographie des risques comptables et financiers</b>																			
Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Parc Immobilier	Prise de décision d'acquisition de biens immobiliers	PIM01	Absence d'expertise pour les opérations immobilières qui le nécessite				X				3	1	3	Application de la circulaire de 2015, opération peu fréquente, pilotage pôle patrimoine	Moyen	Complète	1		12/05/2022
Parc Immobilier	Prise de décision d'acquisition de biens immobiliers	PIM02	Non-conformité de la procédure, décision prise par personne non habilitée, non-diffusion et non archivage de l'arrêté de prise de décision,			X					3	1	3	Une circulaire de 2015 précise la procédure et l'arrêté de prise de décision est archivé au PAJ.	Moyen	Complète	1		12/05/2022
Parc Immobilier	Construction/Bâtiment	PIM03	Mauvaise évaluation financière et en terme de besoins de l'opération / Risque de dépassement du coût initial								2	2	4	Impossible d'anticiper l'augmentation du coût des matériaux par exemple. Evaluation des besoins et de la programmation pertinentes.	Moyen	Partielle	2	Dans le cadre de la mise en place du GT pilotage financier pour améliorer les prévisions budgétaires, proposition de mise en place d'un outil de fiabilisation budgétaire et d'une fiche visa pour la traçabilité.	16/05/2022
Parc Immobilier	Construction/Bâtiment	PIM04	Risque de dérive dans le temps i.e. dépassement du planning								2	2	4	Le risque principal est de perdre un subventionnement.	Moyen	Partielle	2		11/05/2022
Parc Immobilier	Construction/Bâtiment	PIM05	Risque de recours à la construction ( maître d'ouvrage, pièces administratives, etc.)								3	1	3	Très faible probabilité	Moyen	Complète	1		11/05/2022
Parc Immobilier	Construction/Bâtiment	PIM06	Risque de mauvais suivi des opérations de garantie (biennale, décennale)								2	1	2	Garantie maîtrisée dans le cadre d'assurances décennales.	Faible	Partielle	1		07/04/2021
Parc Immobilier	Construction/Bâtiment	PIM07	Risque dans la prise en charge de la maintenance								2	1	2	Dans la vie d'un bâtiment, la maintenance intervient au bout de 15 ans.	Faible	Complète	1		07/04/2021
Parc Immobilier	Construction/Bâtiment	PIM08	Non traitement des non-conformités dans la construction								2	1	2	Des contrôles réguliers sont mis en place dans la vie du bâtiment (passage de la commission de sécurité et vérifications techniques réglementaires).	Faible	Partielle	1		07/04/2021

## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Parc Immobilier	Construction/Bâtiment	PIM09	Risque de dysfonctionnement des installations								2	1	2	Contrôles techniques réglementaires et maintenance assurée par les agents de l'UB et des entreprises.	Faible	Complète	1		07/04/2021
Parc Immobilier	Entrée de bien immobilier	PIM10	Non contrôle de réception de biens immobiliers (Travaux non complets, non respect du cahier des charges)	X							3	1	3	Le pôle patrimoine vérifie tout, il y a un chargé d'opérations immobilières qui suit les différents PPI.	Moyen	Complète	1		07/04/2021
Parc Immobilier	Entrée de bien immobilier	PIM11	Non-conformité des biens reçus au regard des réglementations particulières (H et S, sûreté nucléaire...)		X						3	1	3	Obligation d'une expertise au préalable avec un professionnel compétent. Existence de référents / organismes accrédités par rapport au secteur défini (autorité de sûreté nucléaire, commission génétique du ministère, direction départementale de protection de la population, etc.). L'UB valide ensuite ce qui est mis en œuvre.	Moyen	Complète	1		11/05/2022
Parc Immobilier	Entrée de bien immobilier	PIM12	Non existence et non transmission des pièces justificatives et comptables des biens immobiliers reçus (factures)	X	X						3	1	3		Moyen	Complète	1		11/05/2022
Parc Immobilier	Entrée de bien immobilier	PIM13	Absence ou mauvaise transmission des documents comptables des travaux achevés à l'agence comptable (non intégration à l'inventaire et au bilan)	X							3	2	6	Procédure pour la transmission du PV de service écrite en 2017. Il faudrait mettre en place des réunions régulières à partir de 2021.	Elevé	Partielle	3	Procédure non respectée : pas de transmission systématique du pôle patrimoine. Sensibiliser les collègues sur le terrain permettrait une amélioration.	11/05/2022
Parc Immobilier	Entrée de bien immobilier	PIM14	Absence ou mauvais enregistrement des biens immobiliers reçus à titre gratuit ou non (legs, dons) au registre d'inventaire	X							2	1	2	Cela n'arrive que très rarement.	Faible	Partielle	1		11/05/2022
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM15	Non évaluation ou mauvaise évaluation de l'amortissement et dépréciation des biens inventoriés, mauvais contrôle de l'inventaire			X					2	2	4	Suivi régulier des biens immobiliers, intervention de France Domaine en 2012. Impact sur la qualité comptable.	Moyen	Partielle	2	L'évaluation manque de précision et n'a jamais été confrontée à la réalité (forfait quelque soit le type de bâtiment).	16/05/2022
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM16	Absence de procédure de comptabilisation lors d'une réhabilitation ou d'une rénovation de bien	X							3	2	6	Systématiquement, calcul (validé par les CAC) réalisé de manière à enregistrer une sortie partielle des biens objets d'une réhabilitation ou d'une rénovation.	Elevé	Complète	1		07/04/2021
Parc Immobilier	Entrée de bien immobilier	PIM17	Conventions d'utilisation des locaux de l'UB non signées	X							2	1	2	Il y a toujours une convention avec le CROUS, Agrosup, Canope, etc. Pour les cafétarias, problème avec la cafétéria de STAPS. Question de refacturation impossible.	Faible	Partielle	1	Pour la répartition des fluides, le pôle patrimoine refacture la consommation au réel et pour l'énergie, un calcul est effectué. Refacturation conditionnée par passage au CA.	17/05/2022

## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette	Commentaires		
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM18	Absence de procédure pour l'occupation de locaux ( type autorisation de location de salle de longue durée ou autorisation d'occupation temporaire du domaine public) mis à disposition par les composantes/laboratoires.		X						2	2	4	Les AOT (type foodtrucks, cafétarias, copieurs, etc.) font l'objet d'une mise en concurrence selon l'arrêté de 2018. Ces AOT sont gérés par le service Achats-Marchés et la facturation est faite au niveau du pôle Patrimoine. Les locations de salles et les hébergements de startups sont gérés par l'espace entreprise. Toutes les conventions ne passent pas par le pôle patrimoine.	Moyen	Partielle	2	Certaines locations de start-up passent encore par la SATT SAYENS sans passer par l'espace entreprise.	17/05/2022
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM19	Non ou mauvaise transmission des documents comptables et justificatifs du parc immobilier ( Perte des conventions immobilières).	X							3	1	3	France domaine détient les conventions immobilières. En interne, conventions sur Nuxéo. Conventions de répartition de charges de fonctionnement immobilier conservées au pôle patrimoine.	Moyen	Complète	1	Conservées au PAJI .	11/05/2022
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM20	Non conservation du bien immobilisé, non suivi de l'état du bien ( détérioration, pas de maintenance) appartenant à l'Etat ou l'UB				X				2	2	4	Gestion par le pôle patrimoine.	Moyen	Partielle	2	CR	09/11/2022
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM21	Ne pas disposer de contrat d'assurance (multi-risques ou décennale) pour le bien immobilisé	X							3	1	3	Conservé au PAJI pour la multi-risque et au pôle patrimoine pour la garantie décennale.	Moyen	Complète	1		07/04/2021
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM22	Ne pas satisfaire l'obligation de contrôle attenant au bien immobilisé ( service Prévention-Sécurité et QVT)	X							2	2	4	Contrôles périodiques pour chaque bâtiment. La commission sécurité vient vérifier.	Moyen	Complète	1	Détection d'amiante au moment d'effectuer les travaux.	13/05/2022
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM23	Ne pas réaliser ou mal réaliser une opération de contrôle ( Agent de contrôle non habilité, Hygiène et sécurité)				X				3	1	3	Maîtrise au niveau des services centraux, composantes et laboratoires. Le service Prévention-Sécurité et QVT possède une liste des personnes formées (Biatts) à certains contrôles. Reste à sensibiliser les enseignants qui peuvent effectuer des travaux électriques par exemple dans leur salle de TP.	Moyen	Partielle	2	Surtout dans les laboratoires. Les agents ne viennent pas toujours aux formations obligatoires.	13/05/2022
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM24	Ne pas traiter les résultats des opérations de contrôle (Ne pas disposer des conclusions, ne pas les diffuser aux autorités concernées)				X				3	1	3	Nécessité d'un suivi de traitement des prescriptions.	Moyen	Partielle	2	Parfois l'organisme vérificateur tarde pour l'envoi du rapport. Parfois non transmission à la composante lorsque le rapport est envoyé au service Prévention-Sécurité et QVT (ou inversement).	13/05/2022
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM25	Mauvaise répartition des charges et absence de prise en charge du compte de la TVA lors de la refacturation aux partenaires ( voir bilan pôle patrimoine)		X						3	1	3	Procédure mise en place en 2015 par l'AC. Complet.	Moyen	Complète	1		11/05/2022
Parc Immobilier	Sortie de biens immobiliers	PIM26	Respect de la procédure de sortie d'un bien immobilier, contact Frane Domaine, respect de la convention, déclaration d'inutilisation		X						2	1	2	Fait par France Domaine, contact par le PAJI et à l'initiative du PP	Faible	Complète	1		11/05/2022

## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Parc Immobilier	Sortie de biens immobiliers	PIM27	Comptabilisation de la sortie des actifs, enregistrement comptable, transmission des documents, évaluation du bien à sortir	X							2	1	2		Faible	Complète	1		11/05/2022
Parc Immobilier	Sortie de biens immobiliers	PIM28	Non réception des fonds lors d'une vente	X							3	1	3		Moyen	Complète	1		07/04/2021
Investissement	Entrée de bien	PIM29	Non contrôle de biens mobiliers lors de la réception et de l'installation des machines (Hygiène et sécurité)	X							2	2	4	Règles relatives aux ERP respectées. Réalisé dans les laboratoires. Contrôle réalisé par le service Prévention-Sécurité et QVT lorsque celui-ci est averti.	Moyen	Partielle	2	Pas de recensement du parc matériel à contrôler.	13/05/2022
Parc immobilier	Entrée de bien	PIM30	Absence de procédure permettant la qualité ou non d'immobilisation de travaux (lors d'une rénovation)								2	2	4	Note diffusée en 2016 aux composantes/laboratoires.	Moyen	Complète	1	Webconférence de rappel à programmer	11/05/2022
Investissement	Entrée de bien	PIM31	Non enregistrement du bien dans l'inventaire (par les composantes : localisation, n° du bon de commande, codes barres, identification des biens immobilisés en lot)		X						3	1	3	Mise en place du logiciel SCANIMMO et formation sur demande des personnels par un agent de l'AC.	Moyen	Partielle	2	Exhaustivité de la saisie variable selon les composantes.	11/05/2022
Investissement	Entrée de bien	PIM32	Non existence et non transmission des pièces justificatives et comptables des biens mobiliers reçus ( facture, bon de commande, PV de réception, etc.)	X							3	1	3		Moyen	complète	1		11/05/2022
Investissement	Entrée de bien	PIM33	Absence ou mauvaise transmission des documents comptables de biens reçus à titre gratuit	X							2	1	2		Faible	Partielle	1		11/05/2022
Investissement	Entrée de bien	PIM34	Absence de contrôle d'hygiène et sécurité des biens reçus à titre gratuit								3	1	3		Moyen	Absence	3	Ecrire une procédure pour sensibiliser les laboratoires	08/09/2020
Investissement	Entrée de bien	PIM35	Absence de procédure d'entrée de matériel informatique (installation de l'agent OCS inventory, recensement sur GLPI)	X							2	2	4	Logiciel OCS Inventory/GLPI, mise en place du logiciel Gparc pour le suivi en central (déployé dans le cadre du développement du télétravail), suivi de chaque matériel, complet pour la DNUM. Chaque composante effectue son suivi en interne, pas de visibilité centralisée.	Moyen	Partielle	2		23/05/2022
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM36	Absence ou mauvais contrôle de l'inventaire mobilier (audit externe)				X				3	2	6	Mise en place d'un inventaire en 2016. Cependant, avec le recul, celui-ci laisse entrevoir des erreurs de rapprochement. Le recours à un nouvel inventaire devrait être envisagé dans les années à venir.	Elevé	Partielle	3		08/09/2020

## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Mise à jour		
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette		Commentaires	
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM37	Absence de procédure de suivi de bien (localisation)	X							2	2	4	Le suivi des localisations s'avère plus praticable dans SCANIMMO. Cependant, la maj des localisations reste à effectuer au vu de la qualité de l'inventaire 2016	Moyen	Partielle	2		11/05/2022
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM38	Absence de mise à jour régulière de l'inventaire				X				3	1	3	Réalisation d'un inventaire tournant selon critère de significativité du montant des biens	Moyen	Partielle	2	Réalisation d'un inventaire tournant par échange de fichiers et contrôle sur place par sondage sur les actifs dont la valeur est la plus élevée (depuis 2020), dans l'attente de la refonte de l'inventaire.	11/05/2022
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM39	Non évaluation ou mauvaise évaluation de l'amortissement et dépréciation des biens inventoriés		X						3	1	3		Moyen	Complète	1		08/09/2020
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM40	Non reprise ou décalage dans le temps de la reprise ne permettant pas la neutralisation partielle ou totale des amortissements lors d'investissement par une subvention								3	1	3		Moyen	Complète	1	Subventions systématiquement fléchées au 31/12 dans le cadre des écritures de clôture.	11/05/2022
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM41	Absence ou mauvais rapprochement entre les biens physiques et l'actif comptable	X							3	1	3	Mise en service de SCANIMMO à la rentrée 2021 facilitant les opérations de rapprochement. Une personne dédiée à l'AC suit la tenue de l'inventaire physique et de l'inventaire comptable.	Moyen	Partielle	2		11/05/2022
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM42	Ne pas disposer de contrat d'assurance pour le bien immobilisé (PAJI)	X							3	2	6	Le contrat d'assurance est global.	Elevé	Complète	1		11/05/2022
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM43	Ne pas réaliser ou mal réaliser une opération de contrôle ( Agent de contrôle non habilité)				X				3	1	3		Moyen	Partielle	2	Cf, 23	16/05/2022
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM44	Ne pas traiter les résultats des opérations de contrôle (Ne pas disposer des conclusions, ne pas les diffuser aux autorités concernées) ou ne pas mettre en œuvre la mise en conformité (Hygiène et sécurité)				X				3	1	3	Absence de recensement du matériel nécessitant des opérations de contrôle (contrôle des sorbonnes réalisé)	Moyen	Partielle	2	Cf, 24	16/05/2022
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM45	Absence de procédure formalisée lors de la sortie d'un bien immobilisé par lot	X							2	2	4		Moyen	Partielle	2	Procédure à mettre en place	11/05/2022
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM46	Absence de vérification réglementaire sur les équipements relevant des laboratoires				X				3	2	6	Ces vérifications se font dans les laboratoires. Certaines dépendent du pôle Patrimoine. Procédure à formaliser. Dans certains laboratoires, c'est mis en place par l'assistant de prévention.	Elevé	Partielle	3	Faire, en premier lieu, un recensement en lien avec l'inventaire physique.	13/05/2022
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM47	Absence de procédure lors d'une réaffectation budgétaire de bien	X							1	2	2	Suite à la mise en place de SCANIMMO, procédure à mettre en place et diffuser	Faible	Partielle	1		11/05/2022



## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM48	Absence de procédure de gestion du parc informatique permettant une vue globale du parc informatique (non harmonisation d'utilisation de OCS/GLPI, des commandes de biens informatiques)	X							2	2	4	Maintien de OCS Inventory et de GLPI. Mise en place de SCANIMMO.	Moyen	Partielle	2	Reste à renvoyer une bascule d'OCS dans SCANIMMO	23/05/2022
Investissement	Sortie de biens	PIM49	Non-respect des procédures de sortie (vote au CA)		X						2	1	2		Faible	Complète	1		11/05/2022
Investissement	Sortie de biens	PIM50	Absence ou comptabilisation erronée de sortie d'actif	X							3	1	3	Reprise systématique par AC des fichiers de sorties d'actifs votées par le CA	Moyen	Complète	1		11/05/2022
Investissement	Sortie de biens	PIM51	Absence de suivi de la sortie d'un bien dans le cadre du respect des normes hygiène, sécurité, environnement	X							3	2	6	Mise en place d'une procédure	Elevé	Absence	3		11/05/2022
Investissement	Sortie de biens	PIM52	Absence ou insuffisance de valorisation économique pertinente du bien lors de sa sortie (vente au plus offrant)								2	2	4	Possibilité d'utiliser les enchères de la DNID (suivi centralisé des ventes à l'AC)	Moyen	Complète	1	Mettre à jour et diffuser une procédure à ce sujet	11/05/2022
Investissement	Sortie de biens	PIM53	Absence de contact avec la mission culture scientifique pour une possible conservation du bien	X							1	3	3	Mise en place d'une procédure de sortie d'inventaire en 2016.	Moyen	Partielle	2	Cf, risque précédent	11/05/2022
Investissement	Sortie de biens	PIM54	Absence de suivi de la procédure de sortie de biens informatiques (destruction de disque dur, des informations sensibles)	X							2	2	4	Les correspondants informatiques connaissent les procédures. Pas de suivi globalisé au niveau de l'établissement.	Moyen	Partielle	2		23/05/2022
Investissement	Sortie de biens	PIM55	Absence de contrôle hygiène et sécurité lors d'une réaffectation de bien en interne								3	1	3	Prise en charge par les assistants de laboratoire, pas de formalisation au niveau global	Moyen	Partielle	2		11/05/2022
Immobilisation financière	Suivi	PIM56	Absence de suivi des immobilisations financières (participation au sein de la SATTGE)		X						3	1	3	Procédure de suivi annuelle avec les CAC.	Moyen	Complète	1		08/09/2020
Immobilisation financière	Suivi	PIM57	Absence de suivi des placements financiers de l'uB (titre de l'ex-IUFM par exemple)		X						3	1	3	Relevés reçus tous les mois. Procédure de suivi annuelle avec les CAC.	Moyen	Complète	1		08/09/2020

PLAN ACTION						
PROCESSUS PARC IMMOBILIER-INVESTISSEMENT						
ANNEE 2022						
PROCESSUS	RISQUE	ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECHÉANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
Investissement-Inventaire-Suivi du patrimoine	41	Migration du logiciel d'inventaire RANE vers application SCANIMMO	Agence comptable-DNUM	2021	Objectif atteint	100%
Investissement-Inventaire-Suivi du patrimoine	36	Réalisation d'un nouvel inventaire par un prestataire extérieur	Agence comptable	A déterminer	Inventaire physique initial validé par les CAC. La qualité de cet inventaire n'est pas fiable. La réserve a, cependant, été levée. Les nouvelles entrées et sorties sont retracées dans le nouvel outil.	0%
Investissement-Entrée de bien	44	Réalisation d'un recensement du parc de matériel à entretenir dans les laboratoires	Service Prévention-Sécurité-QVT	2022-Reporté en 2023	Recensement par le service hygiène et sécurité sur place à compter de septembre 2022(campus de Dijon et sites territoriaux).	0%
Investissement-Entrée de bien	34	Réalisation d'une procédure pour les biens reçus à titre gratuit dans les laboratoires.	Service Prévention-Sécurité-QVT	2023	Réalisation des procédures se fera après le recensement du parc de matériel.	0%
Parc immobilier-Entrée de bien immobilier-Inventaire-Suivi du patrimoine immobilier	17-18	Location de salles dont la refacturation est gérée par le pôle patrimoine : sécuriser et uniformiser la procédure pour que le pôle patrimoine en soit informé et procède à la refacturation.	Pôle patrimoine	2022	Procédure vue en interne et avec les services associés	100%
Investissement -Sortie de biens	51-52-53-55	Mise en place d'une procédure générale pour la sortie de biens	Service Prévention-Sécurité-QVT et AC	2023		0%
Versions du document	Date	Commentaire				
Version 1	oct-21					
Version 2	mai-22					

UB		Cartographie des risques comptables et financiers																
Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute		Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Mise à jour	
				Epuisement Régularité	Exactitude	Spécificité	Rattachement Implication	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité	Niveau de maîtrise		Criticité Nette	Commentaires			
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR01	Des conventions sont initiées alors qu'elles ne correspondent pas aux objectifs de recherche du laboratoire et/ou de l'université	X	X					1	1	1	Validation des projets de convention par le Directeur de laboratoire selon les règles de gouvernance du laboratoire. Validation formelle non systématique.	Faible	Complète			02/05/2022
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR02	Divulgarion du projet (sécurité de l'information non assurée)							2	2	4	Les ordinateurs de l'université répondent aux normes de sécurité, la question porte sur les ordinateurs extérieurs et l'accès aux informations lors du dépôt sur la plateforme régionale, les accès ne sont pas limités, chaque ayant droit a accès à la totalité des projets de l'établissement. Pour nuancer le risque, il peut être précisé que les informations disponibles sur la plateforme Olga de la Région portent sur la présentation générale du projet, le montage financier mais non sur des données scientifiques. Cette problématique n'existe pas pour les dossiers FEDER : seuls les services centraux ont les codes d'accès à la plateforme de dépôt. Par ailleurs, le montage du projet suivi dans l'application OSCAR (pour le suivi des conventions) est cloisonné.	Moyen	Partielle		Risque éventuel de divulgation d'informations via des échanges de mails entre les différents acteurs (services, partenaires extérieurs, etc.) lors de l'élaboration du contrat.	02/05/2022
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR03	Prise en compte d'un projet non validé par le laboratoire	X						1	1	1	Tous les projets doivent être validés par le directeur du laboratoire.	Faible	Complète		Ce risque a existé par le passé, notamment dans le cadre de projets inter-laboratoires (MSH).	02/05/2022
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR04	Mauvaise élaboration et rédaction du contrat (ex: manque d'information sur la propriété intellectuelle ou sur les parties prenantes du contrat)	X						3	1	3	Existence de contrat type spécifiant les clauses particulières. Double contrôle par le pôle Recherche et le pôle Finances	Moyen	Complète		La plupart des financeurs imposent maintenant un formulaire type, cela limite les problèmes liés aux types de dépenses.	02/05/2022
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR05	Les dépenses prévues par le projet de convention ne sont pas évaluées à leur valeur de réalisation (montant, nature, etc.) ou de manière incomplète.	X						2	1	2	Le risque ne se situe pas au moment de l'élaboration du projet. Validation du plan de financement par le Responsable Administratif ou le Responsable de l'Antenne Financière et par le service Finance de la Recherche. Sollicitation suffisamment en amont du pôle recherche.	Faible	Complète		Les dossiers Région et FEDER sont maintenant montés en collaboration chercheur - gestionnaires -Pôle Recherche et Pôle Finances.	02/05/2022
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR06	Mauvaise application de la TVA sur le contrat ou mauvaise optimisation des taxes (douanes, etc.) lors de l'élaboration de la convention .	X						2	1	2	Depuis le 1er Janvier 2019, tous les projets de Recherche sont à monter en HT. Cette "obligation" est vérifiée et validée par le Pôle Recherche et le Pôle Finances.	Faible	Complète			02/05/2022
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR07	Les dépenses prévues par le projet de convention ne correspondent pas aux objectifs de la convention	X						2	1	2	Le pôle recherche instruit tous les dossiers de demande de subvention.	Faible	Complète			02/05/2022
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR08	Les compétences sur les achats scientifiques sont insuffisantes pour apporter une vision critique des achats prévus dans les conventions	X						2	2	4	Les choix des achats scientifiques sont à l'appréciation des équipes de recherche. Un risque d'atteinte à la probité pourrait apparaître sur une orientation sur le choix des fournisseurs (respect des principes de la commande publique).	Moyen	Absence			02/05/2022
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR09	Ne pas réaliser ou ne pas anticiper les contrôles d'hygiène et de sécurité attenants au projet.	X						3	2	6	Dépend des assistants de prévention des laboratoires, variable. Pas de procédure globale hygiène et sécurité.	Elevé	Absence		L'établissement d'une procédure, liste des risques sur chaque projet va être formalisée à l'initiative du service Prévention sécurité et QVT.	02/05/2022
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR10	Accepter des clauses inapplicables (budget trop restreint, calendrier non réalisable, etc.) , contraintes imposées par les financeurs			X				3	3	9	Les dossiers FEDER sont montés via le Pôle Recherche en accord avec le Financier, les Pôles Finances, service achats. Néanmoins, tout changement de réglementation FEDER est applicable de manière rétro-active, et le travail d'élaboration peut donc se révéler "cadeau". Les évaluations budgétaires prises en compte par le service FEDER ne reflètent pas la réalité du projet, menant régulièrement à un sous-financement dès l'édition de la convention.	Elevé	Absence		Les contraintes d'instruction, de validation, de réalisation et de justification (demandes de paiements) des conventions FEDER sont à suivre sans possibilité de négociation.	02/05/2022
Contrat de Recherche	Validation du contrat	CR11	Des engagements sont pris sur une convention non signée par toutes les parties prenantes	X						3	2	6	Attente de la notification du premier financeur pour engager les dépenses d'une convention. Contrôle des pièces justificatives par le Pôle Finances avant l'ouverture des budgets et la titrisation. Le montage des dossiers FEDER prévoit des appels d'offre dans le dossier constitutif ce qui peut impliquer un risque. Cependant, les échanges en amont sont possibles entre le pôle recherche et le FEDER, ce qui permet un accord de principe.	Elevé	Complète			02/05/2022
Contrat de Recherche	Validation du contrat	CR12	La confidentialité des conventions n'est pas respectée (lors de la signature par exemple)	X						3	1	3	Envisager la signature électronique pour éviter le circuit des parafeurs papier (données non sécurisées en interne).	Moyen	Absence			02/05/2022
Contrat de Recherche	Gestion financière et matérielle	CR13	Le cadre réglementaire relatif aux achats est difficile à suivre quand ceux-ci dépendent de plusieurs financeurs, i.e. plusieurs conventions de recherche (projet FEDER)	X						3	2	6	Le contrôle des pièces marchés demande une relecture minutieuse, vigilance particulière du SAM, du pôle recherche dans la rédaction des appels d'offres pour audit. Même problème pour la Région par rapport à l'éligibilité des codes Nacres. Marchés validés une première fois au niveau du FEDER mais les dossiers sont redemandés par les auditeurs.	Elevé	Partielle		Risque sur les projets FEDER principalement. Une sensibilisation sur ces points est mise en place via des réunions de communication portées par le Pôle recherche, en coordination avec le Pôle finances et le Service achats marchés.	02/05/2022
Contrat de Recherche	Gestion financière et matérielle	CR14	Le paramétrage des conventions dans SIFAC (ouverture des budgets et report des budgets pluriannuels) n'est pas réalisé, est réalisé hors-délai ou est erroné	X						1	1	1	Ouverture des budgets par le service finances de la Recherche Contrôle par l'Antenne Financière Identification des anomalies lors des budgets rectificatifs ou lors de la saisie des commandes	Faible	Complète			02/05/2022

UB										Cartographie des risques comptables et financiers									
Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute	Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Mise à jour				
				Epuisement Régulière	Exactitude	Spécificité	Rattachement Impartition	Impact	Probabilité			Criticité Brute	Criticité	Niveau de maîtrise		Criticité Nette	Commentaires		
Contrat de Recherche	Gestion financière et matérielle	CR15	Exhaustivité des recettes (titre non affecté au bon projet, pas de facturation, pas d'encaissement)	X					2	1	2	Le suivi des conventions de recherche immatriculés (EOTP) est maîtrisé. Le suivi des projets hors EOTP et sans justification est moins maîtrisé car hors EOTP et mérite une sensibilisation des composantes et dépasse le périmètre des missions du Service du Suivi des conventions.	Faible	Partielle		02/05/2022			
Contrat de Recherche	Gestion financière et matérielle	CR16	Ne pas transmettre de rapport intermédiaire aux financeurs (absence de dispositif de corrections, les évaluations ne sont pas transmises au porteur du projet)	X					2	2	4	Certains financeurs demandent un rapport intermédiaire (demande pas systématique)	Moyen	Partielle	Renouveler la sensibilisation par le pôle Finances sur ce point des composantes qui ont en charge ce suivi	02/05/2022			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR17	Des dépenses ne sont pas rattachées à une convention pour laquelle elles sont engagées					X	2	2	4	Suivi des budgets par l'Antenne Financière. Identification des anomalies lors d'un blocage financier au moment du paiement des commandes ou de la justification.	Moyen	Complète		02/05/2022			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR18	Des engagements sont pris pour une convention hors du cadre (nature, montant, délai, etc.) définis par celle-ci	X					3	1	3	Contrôle de la convention par l'Antenne Financière du laboratoire lors de la saisie des commandes	Moyen	Partielle	Les gestionnaires ont de plus en plus le réflexe de demander au Pôle Recherche avant de passer des commandes non inscrites à la convention.	02/05/2022			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR19	Des fonds prévus par les conventions ne sont pas engagés (absence de suivi, anticipation insuffisante de l'échéance, cloisonnement des informations, etc.)	X					3	2	6	Tableau de suivi des conventions (échéances) par le Pôle Recherche Suivi des Conventions par l'Antenne Financière du laboratoire. Des relances sont faites lors de l'arrivée à l'échéance de la convention.	Elevé	Partielle	La maîtrise de la dépense est sous la responsabilité du chercheur. Les chercheurs sont sensibilisés à travailler étroitement avec leur gestionnaire pour palier ce risque. Le déploiement imminent d'OSCAR dans toutes les structures va permettre la mise en place d'alertes.	02/05/2022			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR20	Les justificatifs tels que définis par la convention (hors FEDER) ne sont pas transmis, ou sont transmis hors des délais prévus par celle-ci	X					3	1	3	Etablissement et contrôle des justificatifs par l'Antenne Financière du laboratoire et par le Pôle Recherche par rapport à la convention. Contrôle des justificatifs par le Pôle Finances. Le pôle Recherche centralise et transmet les justificatifs aux financeurs.	Moyen	Complète		02/05/2022			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR21	Les justificatifs tels que définis par une convention FEDER ne sont pas transmis, sont transmis hors des délais prévus par celle-ci, ont été redéfinis ou précisés par le financeur	X					3	2	6	Les justificatifs liés aux fonds FEDER ne sont pas forcément connus lors de l'exécution du projet (applications rétro-active de la réglementation Européenne). Il est difficile de produire des documents qu'on ignorait devoir archiver.	Elevé	Partielle		02/05/2022			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR22	Mauvaise gestion des dépenses (non-ouverture des lignes budgétaires dans le délai nécessaire au bon déroulement du projet ou dépenses hors champs de recherche)	X					3	1	3	Ouverture des lignes budgétaires une fois que les conventions sont signées. Il arrive aussi que les lignes de crédit soient ouvertes par anticipation, dès réception de l'acte d'engagement. Demande au laboratoire d'auto-financer si la convention n'est pas signée.	Moyen	Complète		02/05/2022			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR23	Non-suivi de l'exécution des conventions (pas de logiciel de suivi de projet, pas de communication entre les services pour avoir une visibilité de toutes les opérations)			X			2	2	4	Tableau Excel pouvant impliquer des erreurs de resaisie	Moyen	Partielle	Le logiciel OSCAR de suivi des conventions de recherche, en cours de déploiement, va permettre de remédier à ce risque.	02/05/2022			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR24	Des besoins d'achat exprimés sont incomplets, erronés ou ne correspondent pas à une convention signée ou un budget ouvert	X					2	1	2	Contrôle par l'antenne financière du laboratoire lors de la saisie des commandes. Contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation par le SAM. Vérification coordonnée de la fiche de financement préparée par l'antenne financière : Prech, PFin et SAM.	Faible	Complète	Une fiche de financement est toujours demandée à l'antenne financière avant tout lancement de procédure afin de s'assurer que l'antenne financière est informée.	02/05/2022			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR25	Les produits ou services prévus ne sont pas évalués à leur valeur de réalisation (taux de conversion, TVA sur importations, frais, etc.)	X					1	1	1	On est passé en HT sur les budgets récurrents des laboratoires. Blocage automatique si la commande dépasse le budget ouvert dans SIFAC	Faible	Complète	Risque sur les études, dont le montant peut différer du devis initial. Exemple : frais de livraison / douane non prévus.	02/05/2022			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR26	Le cadre réglementaire et les règlements internes relatifs à la commande publique ne sont pas respectés	X					3	2	6	Les contrôles se font à toutes les étapes de la procédure par le SAM en lien avec le porteur de projet et les antennes financières. Pour les achats, le pôle Recherche se met en relation avec les chercheurs.	Elevé	Complète		02/05/2022			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR27	Des engagements ne sont pas pris sur des marchés existants dans le cadre des marchés transverses, des engagements sont pris sans mise en concurrence	X					3	2	6	Contrôle par l'Antenne Financière du laboratoire lors de la saisie des commandes, contrôle effectué par la cellule fonctionnelle Sifac en lien avec le SAM. Une alerte mise en place par la cellule SIFAC, le SAM étudie le besoin en marchés. Les laboratoires sont limités à 15 000 euros HT dans l'émission des bons de commande dans SIFAC. Au delà, les bons de commande sont autorisés et signés par le DGS. Contrôle des marchés formalisés. Un tableau des marchés transversaux est mis en ligne sur intranet afin d'informer les composantes de différents marchés existants.	Elevé	Complète	En 2019, les commandes « recherche » supérieures à 25 000 euros HT, passées hors marché, ne représentaient que 0,05 % de l'ensemble des commandes « recherche ». 48,59 % des commandes « recherche » ont été passées hors marché cette même année mais quasiment toutes étaient inférieures à 25 000 euros et ne nécessitaient pas de marché formalisé.	02/05/2022			

UB		Cartographie des risques comptables et financiers																
Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute	Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Mise à jour		
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Spécificité	Rattachement	Imputation	Impact			Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR28	Des engagements sont pris pour des dépenses non prévues dans le marché ou sans marché correspondant (marché clos à date de commande, etc.)	X							2	1	2	Contrôle par l'Antenne Financière du laboratoire lors de la saisie des commandes	Faible	Complète		02/05/2022
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR29	La saisie des commandes dans le système d'information n'est pas réalisée, est réalisée hors-délai ou est erronée	X							2	2	4	Commande éditée uniquement après saisie dans SIFAC.	Moyen	Complète		02/05/2022
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR30	Les produits ou services réceptionnés ne correspondent pas à ceux commandés (en nature, en quantité et en qualité)		X						3	2	6	Contrôle au niveau du service fait. Le chercheur doit noter sur le bon de livraison la date de réception et la conformité du produit.	Elevé	Complète		02/05/2022
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR31	La réception de produits ou services n'est pas restreinte au personnel autorisé	X							3	3	9	Absence de procédures et instructions Nombreuses personnes pouvant réceptionner, pas toujours habilitées. Problème surtout pendant les vacances.	Elevé	Partielle	Risque majoré dans certaines entités dont les dispositifs de maîtrise ne sont pas intégralement mis en œuvre du fait de la taille ou de l'organisation de l'entité	02/05/2022
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR32	La saisie des services faits dans le système d'information n'est pas réalisée, est erronée ou hors délai	X							3	2	6	Saisie du service fait réalisée par l'Antenne Financière du laboratoire. Marge de progression possible. Par ailleurs, les factures peuvent être déposées sur CHORUS par les fournisseurs avant validation du SF. Contrôle par workflow.	Elevé	Partielle		02/05/2022
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR33	Les produits ou services facturés ne correspondent pas à ceux réceptionnés (en nature et en quantité) et au montant du BDC, traitement des écarts de rapprochement		X						3	2	6	Contrôle des factures par rapprochement avec les services faits (en quantité) et avec les commandes (en prix) Blocage automatique des écarts lors du rapprochement, forçable dans les limites des seuils de 50 euros ou 5% avec une fréquence limitée. Ajout d'une ligne en cas de frais accessoires. Modification des services faits et des commandes restreintes aux agents des Antennes Financières	Elevé	Complète		02/05/2022
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR34	Les avoirs attendus des fournisseurs ne sont pas obtenus	X							1	3	3	Suivi des avoirs à recevoir par l'Antenne Financière du laboratoire et l'agence comptable.	Moyen	Partielle		02/05/2022
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR35	Des factures ne sont pas comptabilisées, sont comptabilisées hors-délai, sont erronées ou comptabilisées en double	X							1	1	1	Toutes les factures sont déposées sur CHORUS et donc intégrées automatiquement dans le SI, cela empêche également le dépôt en double. Blocage CHORUS et SIFAC.	Faible	Complète		02/05/2022
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR36	L'imputation comptable et analytique des factures est erronée					X			2	1	2	Contrôle au niveau de l'antenne financière et au niveau du service facturier (AC) et contrôle du BDC en amont via le code NACRES.	Faible	Complète		02/05/2022
Contrat de Recherche	Gestion générale du projet	CR37	Mauvaise adaptation lors de la vie du contrat (changement de clause, absence d'avenant, non émission de correction, avenant réalisé hors délai)	X							2	1	2	Date de réalisation des contrats région sur trois ans. Donc la probabilité du risque est réduite.	Faible	Partielle	Les avenants sont souvent réalisés hors délai. Il y a un problème d'anticipation et un problème de signature des parties prenantes (lourdeur du circuit de signature). Il n'y a pas encore d'alerte automatique lors d'un besoin d'avenant. OSCAR devrait améliorer ce point avec un système d'alerte automatique En attendant, le PRech relance les porteurs de projets pour vérifier ces points avant les dates de fin de convention, afin de mettre en place des avenants si nécessaire.	02/05/2022
Contrat de Recherche	Gestion générale du projet	CR38	Non-existence d'un dispositif de communication entre les services de l'ub sur les contrats de recherche	X							1	1	1	Communication avec notamment un lecteur partagé.	Faible	Complète	OSCAR va renforcer la communication avec les systèmes d'alerte.	02/05/2022
Contrat de Recherche	Gestion générale du projet	CR39	Pas de communication entre les services centraux et les composantes (pour un contrôle de régularité d'un contrat de recherche). Ex: alerte de fin de contrat	X							2	2	4	Faire des messages de rappel aux composantes et laboratoires sur les procédures des justifications de conventions, mettre des alertes sur les règles qui changent concernant les financeurs. Projet du pôle finances introduit dans le plan d'action du processus.	Moyen	Partielle		02/05/2022
Contrat de Recherche	GRH/recrutements	CR40	Risque lié au recrutement : assurer un niveau adéquat de recrutement, respect des délais en fonction des besoins, bonne prévision et exécution budgétaire du contrat	X							2	2	4	Outil mis à disposition des services, composantes et laboratoires pour calcul du coût du contrat. Difficultés à pourvoir certains postes, précarité des recrutements en CDD.	Moyen	Partielle		02/05/2022
Contrat de Recherche	Bilan du projet	CR41	Mauvais bilan financier du contrat (non-respect du budget)		X						3	1	3	Sensibilisation et accompagnement par le pôle recherche des chercheurs dans le montage des plans de financement en lien avec la Région.	Moyen	Partielle		02/05/2022

 <b>Cartographie des risques comptables et financiers</b>																		
Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Spécificité	Rattachement	Implication	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette		Commentaires
Contrat de Recherche	Bilan du projet	CR42	Mauvais enregistrement des opérations budgétaires et comptables du projet	X						3	1	3	Contrôle systématique du pôle Finances et de l'agence comptable, les opérations sont enregistrées au fur et à mesure des dépenses et contrôlées.	Moyen	Complète			02/05/2022
Contrat de Recherche	Bilan du projet	CR43	Déficit sur projets FEDER suite aux demandes et validation des paiements par les financeurs	X						3	3	9	Le FEDER met en place des audits externes qu'il délègue à des cabinets extérieurs, les contrôles sont extrêmement exigeants et vont au-delà de la demande initiale. Les résultats d'audit sont souvent défavorable à l'université malgré les contrôles rigoureux des services de l'UB.	Elevé	Partielle		Afin de centraliser les demandes de pièces complémentaires des demandes de paiements FEDER, le Prech se coordonne avec les services centraux et les laboratoires pour tout complément de : - demande de paiement - visite sur place - AUDIT FEDER De plus, plusieurs documents génériques ont été validés afin de répondre aux questions récurrentes des auditeurs prestataires de la Commission Européenne.	02/05/2022
Contrat de Recherche	Vérification habilitations informatiques	CR44	Vérification des habilitations dans le système d'information SIFAC (saisie effectuée par personnels autorisés en adéquation avec missions confiées)							2	1	2	Conventions : accès restreint au service finances de la Recherche. Saisie BDC et service fait : restreinte aux personnels affectés à la saisie Sifac sur leur périmètre. Revue périodique des habilitations effectuée par le service de l'exécution budgétaire du pôle Finances avec mise à jour globale annuelle et modifications au fil de l'eau (en lien avec la DNUM)	Faible	Complète		La construction de l'organigramme fonctionnel nominatif permet cette vérification.	02/05/2022
Contrat de Recherche	Vérifications signatures	CR45	Vérification des délégations de signatures à différentes étapes du processus	X						2	1	2	Délégations de signatures formalisées et communiquées aux acteurs, gestion au PAII. Vérification du pôle recherche. Conventions : le suivi des encaissements permet d'identifier et de traiter les conventions ayant dérogées au processus de validation. Procédures d'achats formalisées : processus de signature gérés par le SAM Bons de commande : contrôle signatures par l'antenne financière du laboratoire ou dont dépend le laboratoire.	Faible	Complète		La construction de l'organigramme fonctionnel nominatif permet cette vérification.	02/05/2022
Contrat de Recherche	Archivage processus	CR46	Archivage des pièces liées au processus : pas d'archivage ou archivage dans des conditions ne permettant pas l'intégrité	X						1	1	1	Archivage des conventions : processus de validation des conventions et centralisation de l'archivage au Pôle recherche. Archivage des contrats d'achat, des marchés : processus de signature des contrats et centralisation de l'archivage géré par le SAM. Archivage des bons de commandes et pièces justificatives : au sein des laboratoires et antennes financières. Archivage des bilans de projets : au pôle recherche, au pôle finances (justification), dans les laboratoires (copie du dossier- factures),	Faible	Complète			02/05/2022

PLAN ACTION						
PROCESSUS CONTRAT DE RECHERCHE						
ANNEE 2022						
PROCESSUS	RISQUE	ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECHÉANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
Contrat de recherche	Achats de la recherche et suivi des conventions	Développement du SI de gestion des contrats de recherche OSCAR	Pôle Recherche, DNUM, Agence Comptable, Pôle Finances	fin 2022	Mise en œuvre de l'outil OSCAR au sein des services centraux en 2021, test dans 2 entités laboratoires, ouverture laboratoires prévue en juin 2022.	100%
Contrat de recherche	Manque de communication entre les services centraux et les laboratoires - composantes, alertes sur les changements de règles émises par les financeurs	Messages de rappel sur les procédures de justification, alertes sur les règles des financeurs qui évoluent par le Pôle finances	Pôle finances, composantes	Fin 2022	<p><u>Existant</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-des notes de procédure sont envoyées dans les composantes lors de chaque opération financière</li> <li>- procédure détaillée des justifications est accessible sur l'intranet</li> <li>-formation annuelle des nouveaux arrivants</li> </ul> <p><u>A venir</u> : note de rappel des principales règles</p>	75%
Contrat de recherche	Ne pas réaliser ou ne pas anticiper les contrôles Hygiène et sécurité attenants au projet	Mise en place d'une procédure globale établissement avec liste risques sur chaque projet, liste diffusée aux assistants de prévention	Service Prévention-Sécurité et QVT, Pôle recherche, laboratoires	2023		0%
Versions du document	Date	Commentaire				
version 2	08/11/2022					



## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute	Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour		
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact			Probabilité	Criticité Brute	Criticité			Niveau de maîtrise	Criticité Nette
Commande publique	Gestion des missions	DEP 01	Un agent demande le remboursement d'une mission passée sans avoir d'ordre de mission signé				X				1	1	1	Date bloquée dans l'application en ligne (mission.u-bourgogne.fr). Des régularisations financières sont possibles dans l'outil SIFAC.	Faible	Complète		Engage la responsabilité du missionnaire qui se déplace sans OM, cf risque 9	21/04/2022
Commande publique	Gestion des missions	DEP 02	Cohabitation de 2 régimes de prise en charge des frais de mission		X						1	2	2	L'établissement s'est positionné sur un marché d'hébergement et de transport. Une délibération sur les plafonds de nuitées et des tarifs exceptionnels très restrictifs a été votée au CA le 24/2/2021.	Faible	Complète			14/12/2022
Commande publique	Gestion des missions	DEP 03	Des frais de missions sont remboursés en l'absence de pièces justificatives	X							1	1	1	Les pièces justificatives restent en composantes. Contrôles ponctuels de l'AC. Le remboursement est déclaratif pour le forfait repas.	Faible	Complète		L'AC effectue un reporting sur ce contrôle.	14/12/2022
Dépenses	Gestion des missions	DEP 04	Non -présentation de justificatifs de déplacement consécutifs à une avance versée.				X				2	1	2	Non-fourniture des pièces justificatives par l'agent. 2 fois par an, extraction fichier agents missions avec avances. Relance des gestionnaires le cas échéant.	Faible	Complète		Envisager des relances plus régulières ?	14/12/2022
Dépenses	Gestion des missions	DEP 05	Absence d'optimisation des dépenses liées aux missions								1	1	1	Marché mis en place depuis 2016. Les composantes sont sensibilisées et sensibilisent sur le fait d'optimiser le prix des billets en commandant à la bonne période (anticiper sur les délais).	Faible	Complète		Première classe autorisée si l'agent a une carte de réduction ou si le voyage est supérieur à 7 heures. Instruction à revoir ?	14/12/2022
Commande publique	Gestion des missions	DEP 06	Non rattachement des frais de mission à l'exercice				X				1	1	1	Volumétrie faible, concerne peu de missions de fin d'année.	Faible	Complète			14/12/2022
Dépenses	Gestion des missions	DEP 07	Mauvais versement d'avance (traitement dans les délais, pièces justificatives insuffisantes ou erronées, application erronée des règles de calcul)				X				1	1	1	Avances calculées par SIFAC (75% du montant de la mission). Passe par des tickets avec l'AC, concerne des missions à l'étranger. Traitement prioritaire.	Faible	Complète			14/12/2022
Dépenses	Gestion des missions	DEP 08	Liquidation irrégulière (lors de la vérification de l'état liquidatif, du formulaire de déplacement, du visa, de la procuration de signature de l'agent envers le gestionnaire, le cas échéant. Irrégularité des pièces fournies et absence/erreur d'archivage)	X							1	1	1	Toutes les pièces sont vérifiées de façon exhaustive par l'agence comptable.	Faible	Complète			14/12/2022

## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Dépenses	Gestion des missions	DEP 09	OM non rempli ou rempli trop tardivement par l'agent qui demande l'autorisation de déplacement, risque de non-couverture				X				3	1	3	Les agents sont très sensibilisés à la nécessité de remplir un OM avant tout déplacement. Ils engagent leur responsabilité. Les services RH sont en relation avec les RI pour des situations qui deviendraient dangereuses à l'international. Pour les vacataires extérieurs, la fourniture d'un OM de l'UB n'est pas systématique.	Moyen	Partielle		Suivi des consignes réglementaires pour séjour à l'étranger, autorisation administrative et financière nécessaire avant départ.	14/12/2022
Commande publique	Commande / engagement	DEP 10	Des dépenses sont passées hors système et sans bon de commande		X						2	1	2	Raréfaction des cas. Pour les bons de commande des transporteurs, la facture arrive régulièrement avant établissement du BDC (ce dernier ne pouvant être rédigé que dans un deuxième temps). Des cas identifiés également dans le cadre de prestations FC ou apprentissage.	Faible	Partielle		Possibilité de croiser dans Sifac les dates de BDC avec celles des factures et de la livraison. Volumétrie à mesurer.	14/12/2022
Commande publique	Commande / engagement	DEP 11	Les bons de commande ne sont pas signés par le titulaire de la délégation		X						3	1	3	Vérification mise en place au niveau des composantes selon les délégations de signature. Autocontrôles. Le PF soumet les BDC de plus de 15000€ au DGS.	Moyen	Partielle		Dans le cadre du GT déploiement du contrôle interne financier dans les composantes et laboratoires, il sera proposé d'introduire ce contrôle par échantillonnage dans les plans de contrôle (groupe expérimental et sur la base du volontariat, pour l'instant).	14/12/2022
Commande publique	Commande / engagement	DEP 12	Irrégularité de la procédure d'engagement (procédure non conforme à la réglementation)			X					3	1	3	Contrôle de cohérence sur les fournisseurs et les marchés. L'information est diffusée pour les marchés ponctuels, les dépenses hors flux marchés ne sont pas considérées comme des anomalies. Les erreurs peuvent venir de copier/coller de BDC également. Les BDC sont contrôlés au delà de 15000€. Procédure 3 devis rappelée dans le guide de la commande publique édité par le SAM et disponible sur l'intranet.	Moyen	Partielle		Contrôles sur les codes Nacres, élaboration d'une politique d'achat, formulaire dérogation aux marchés mis à jour, une information sur les circuits va être communiquée aux services, composantes et laboratoires. Alerte spécifique sur les items, mots-clés ("PC", "téléphone" par exemple) qui seraient commandés par des titulaires hors marché. Extraction cellule Sifac, analyse SAM.	14/12/2022
Commande publique	Commande / engagement	DEP 13	Non-conformité aux principes fondamentaux de la commande publique (égalité de traitement-transparence), risques atteinte à la probité		X		X				3	3	9	Risque plus important sur les commandes inférieures à 25000€ (non formalisées). Pour les marchés formalisés, contrôle juridique du Service achats-marchés.	Elevé	Partielle			
Commande publique	Commande / engagement	DEP 14	Pièce justificative insuffisante ou irrégulière		X						3	1	3	Contrôles de l'agence comptable.	Moyen	Complète			14/12/2022
Commande publique	Commande / engagement	DEP 15	Engagement en dépassement de crédits (la limite de crédits alloués n'est pas respectée)			X					3	1	3	Bloquant, paramétrage SIFAC. Pb si signature devis complémentaire hors SI par structure mais exceptionnel.	Moyen	Complète			14/12/2022
Commande publique	Commande / engagement	DEP 16	Dépense non autorisée par la réglementation								2	2	4	Politique d'achat en cours de rédaction pour fixer des orientations et des objectifs pour l'établissement. Mise en place d'une fiche navette agence comptable/ordonnateur (DGS) pour dépenses non conformes à la réglementation. L'AC bloque les BDC dans un premier temps. Usages dans l'établissement. Risque probité également.	Moyen	Partielle		Politique achat. Proposer une délibération en CA sur achats liés à certaines dépenses de restauration ou cadeaux. Vote CA 10/7/2017 sur la prise en charge dépenses cadeaux... au profit des testeurs volontaires dans le cadre des activités de recherche de l'université (montant maximum précisé/seuil assujettissement aux cotisations de SS).	14/12/2022
Commande publique	Commande / engagement	DEP 17	Les engagements ne sont pas retracés en comptabilité budgétaire	X							2	1	2	Cas des marchés pluriannuels pour lesquels les AE ne peuvent être engagées intégralement sur la première année. Lié à la construction budgétaire actuelle.	Faible	Complète			14/12/2022
Commande publique	Commande / engagement	DEP 18	La comptabilisation des engagements ne respecte pas les règles de clarté et de lisibilité (engagements non correctement libellés, absence de détail)		X						2	2	4	Alerte dans Sifac sur mot clé "divers" dans libellé du BDC. Extraction faite par la cellule SIFAC.	Moyen	Partielle		A réévaluer en 2023.	14/12/2022



## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette	Commentaires		
Commande publique	Commande / engagement	DEP 19	Erreur de comptabilisation des engagements (différence entre le montant engagé et le montant de la facture)			X					1	2	2	Tolérance de 5% dans la limite de 50 euros.	Faible	Partielle			14/12/2022
Commande publique	Commande / engagement	DEP 20	Documents comptables et pièces justificatives classés ou archivés de manière irrégulière				X				3	1	3	Le risque est maîtrisé dans le cadre de la dématérialisation. Pièces jointes dans Sifac, conservation documents papier dans les antennes financières. Le PF effectue un contrôle aléatoire par sondage sur les pièces justificatives des SF, une fois par an au moment de la clôture et sur les livraisons de décembre. Dans le cadre de la fiabilisation des SF, la fréquence des contrôles pourrait être augmentée.	Moyen	Partielle	Proposition de renforcement dans les plans de contrôle des composantes et laboratoires ( dans le cadre du GT d'expérimentation du CIF)	14/12/2022	
Commande publique	Avance	DEP 21	Demande d'avance non traitée dans les délais (la demande d'avance n'est pas transmise au service chargé de la liquidation, elle n'est pas traitée dans les délais)			X					2	1	2	Pour les marchés, gestion SAM, avance réglementaire. Les avances gérées par l'AC sont déposées et traitées dans les délais.	Faible	Complète			14/12/2022
Commande publique	Avance	DEP 22	Erreur de liquidation	X							2	1	2	Pour les marchés de travaux ou fournitures de plus de 50 000€, noté dans l'acte d'engagement. Etablissement d'un état liquidatif par le SAM (adaptation montant à la demande du fournisseur dans la limite réglementaire). Cet état est signé par l'ordonnateur principal. La déduction d'avance est à répercuter à partir d'un certain taux d'avancement.	Faible	Complète	Un 1er contrôle a lieu à l'AC, au service de la liquidation, à l'aide de tableaux de suivi. Contrôle 2 : au service paiement, alerte sur Chorus par le biais d'un contrôle dans Sifac.	14/12/2022	
Commande publique	Réception de commande	DEP 23	Réception de la commande non traitée immédiatement (le fait générateur n'est pas identifié ou est incorrect)	X							2	3	6	Les réceptions de commande répondent à des organisations propres à chaque composante et/ou laboratoire. Les loges jouent un rôle central, un service dédié a été créé dans le bâtiment D/L (lien logistique et antenne financière). Cela permet de mieux fiabiliser le service fait. Les workflows liés à la facturation et à la certification du SF sont nombreux. Problème de localisation pour les commandes Sefca sur différents bâtiments et sites.	Elevé	Absence	La question est organisationnelle.	14/12/2022	
Commande publique	Réception de commande	DEP 24	Vérification complète de la commande effectuée hors des délais de recours								2	1	2	Risque de dépasser le délai conventionnel en fonction du ou des prestataires.	Faible	Absence			14/12/2022
Commande publique	Réception de commande	DEP 25	Pièces justificatives insuffisantes ou erronées dans le cadre d'une livraison de marchandise ou prestation de service. Pièces justificatives mal archivées.				X				2	2	4	Le dépôt d'une pièce justificative n'est pas obligatoire dans le logiciel SIFAC.	Moyen	Partielle	Création et recommandation forte sur la mise en place d'un formulaire type pour les prestations de services. Révision du document des immobilisations. Sensibiliser à l'engagement de responsabilité dans la certification d'un SF. Le SF doit être tracé.	14/12/2022	
Commande publique	Réception de commande	DEP 26	Service fait validé sans prestation (service fait fictif)		X						3	1	3	Risque d'atteinte à la probité. Objet d'un contrôle par sondage de l'antenne financière. Vérifier la séparation des tâches dans les organigrammes fonctionnels nominatifs. Corriger par un contrôle de supervision.	Moyen	Partielle	Renforcer les contrôles en composantes/laboratoires et au PF (en augmentant la fréquence)	14/12/2022	
Commande publique	Liquidation	DEP 27	Enregistrement comptable erroné			X					2	1	2	Contrôle cellule SIFAC et service facturier.	Faible	Complète			14/12/2022
Commande publique	Liquidation	DEP 28	Risque de ne pas liquider sur les bonnes coordonnées bancaires			X					3	1	3	Risque d'atteinte à la probité. Mise en place d'un double-flux de contrôle et vérification sur la facture déposée sur Chorus.	Moyen	complète			14/12/2022
Commande publique	Liquidation	DEP 29	Risque erreur saisie montant des états liquidatifs					X			2	2	4	Saisie manuelle des montants. Contrôles mutuels et exhaustifs dans les services recommandés.	Moyen	Complète			14/12/2022

## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Commande publique	Prise en charge	DEP 30	Paiement des intérêts moratoires								2	2	4	Montant : 40 euros fixe + pourcentage sur le montant de la facture. Prescription quadriennale. Réduction importante du délai de paiement suite à la dématérialisation des factures. Ce dernier est actuellement de 11 jours. Les intérêts moratoires s'appliquent légalement au delà de 30 jours. Ils ne sont pas réglés par l'établissement.	Moyen	Partielle		Mettre en place à l'AC de l'analyse d'un tableau de suivi des factures non payées au-delà de 30 jours. Evaluer l'impact après quantification.	14/12/2022
Commande publique	Marchés de travaux	DEP 31	Absence de suivi des marchés à règlements successifs								2	1	2	Dématérialisation depuis avril 2021. Tout est dans le module Chorus Travaux. Le SAM joint les pièces dans Sifac. Lors de la 1ère demande de paiement ou acompte, l'AC vérifie les pièces rattachées au marché.	Faible	Complète			14/12/2022
Commande publique	Marchés publics	DEP 32	Le donneur d'ordre n'est pas juridiquement compétent								3	1	3	Fiches de financement vérifiées par l'AC et le SAM au-delà de 25 000€ (marchés formalisés). Marchés signés par l'ordonnateur principal. En deça, pas de contrôle juridique.	Moyen	Complète			14/12/2022
Commande publique	Marchés publics	DEP 33	Il n'existe pas de marché pour certains biens consommés en grande quantité		x						2	2	4	Exemple : produits d'entretien, produits chimiques de laboratoires, restaurants.	Moyen	Partielle		Mise en place en cours d'une politique de développement des marchés, exploitation d'extractions de suivi dépenses par groupes de marchandises (codes Nacres).	14/12/2022
Commande publique	Marchés publics	DEP 34	Les agents intervenant dans le processus des achats ne sont pas régulièrement formés (compétences métier, évolutions réglementaires, outils)		x						3	2	6	Formation par le SAM en début d'année. Documentation sur la GED. Mise en place d'un guide des bonnes pratiques de l'achat public (disponible sur l'intranet).	Elevé	Partielle		Communications régulières du SAM auprès des services, composantes et laboratoires pour sensibiliser aux règles de la commande publique.	14/12/2022
Commande publique	Marchés publics	DEP 35	Les marchés ne sont pas mis en place de manière concertée avec les acteurs de l'établissement		x						2	1	2	La liste des marchés est disponible sur l'intranet. Le SAM analyse régulièrement l'évolution des groupes de marchés, des alertes sont mises en place. Le SAM associe les acteurs en lien avec les spécificités techniques liées aux métiers des composantes et services.	Faible	Partielle			14/12/2022

**PLAN ACTION**

**PROCESSUS DEPENSES-COMMANDE PUBLIQUE**

**ANNEE 2022**

PROCESSUS	RISQUE	ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECEANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
Dépenses (prise en charge de la commande publique)	Factures payées à plus de 30 jours (paiement des intérêts moratoires) DEP 30	Mise en place de la dématérialisation totale des factures (fournitures et travaux)	Service Facturier	avr-21	Délai moyen actuel de paiement de la facture est de 14 jours	100%
Dépenses (prise en charge de la commande publique)	Factures payées à plus de 30 jours (paiement des intérêts moratoires) DEP 30	Mise en place d'un tableau de suivi des factures non payées au-delà de 30 jours afin d'évaluer l'impact après quantification	Agence comptable	2022-2023	Un indicateur annuel sur le délai global de paiement au-delà de 30 jours est mis en place	25%
Dépenses/Commande publique	Identification et mesure de maîtrise d'un risque de fraude Paiement d'une facture sur un RIB frauduleux (DEP 28)	Séparation entre l'agent qui modifie le tiers et l'agent qui effectue le paiement. Vérification en double flux des demandes de modification de RIB	Gestionnaires en composante	début 2022	Nouvelle procédure (vérification en double flux) mise en place en octobre 2021	2022 : pas de fraude constatée
Dépenses (réception de la commande, acomptes et services définitifs)	Services faits fictifs (DEP 25, 26)	Fiabilisation des services faits par analyse des différentes situations possibles et proposition de mesures correctives	Ensemble acteurs éligibles à la validation et à la certification du service fait	année 2022	Contrôle corroboration AC annulation services faits. Proposition d'un formulaire "Attestation de service fait" aux différents services pour assurer la traçabilité obligatoire, mise à jour du document existant "PV réception matériel" Certains services expérimentent la dématérialisation de services faits pour fiabiliser la procédure : DNUM (ERECAA), SEFCA pour dématérialisation des feuilles d'émargement des stagiaires Renforcement des contrôles sur les services faits au PF et en composantes Sensibilisation des composantes et laboratoires dans cadre du GT déploiement du CIF	75%
Commande publique/Marchés publics	Absence de marchés pour certains biens consommés en grande quantité, mise en place de marchés de façon concertée avec les services, formation des agents (DEP 33, 34, 35)	Définition et mise en place d'une politique d'achat, développement de nouveaux marchés	Service achats-marchés, acteurs de l'achat public	année 2022	Recrutement d'un juriste au SAM début 2022, sensibilisation des acteurs aux règles de la commande publique par SAM	60% (recrutement effectué et de nouveaux marchés sont en cours de mise en place)
Dépenses/Commande publique	Irrégularité de la procédure d'engagement, non-respect de la commande publique (DEP 12)	Extractions cellule Sifac mots clés spécifiques	Ensemble acteurs émettant un besoin d'achat, chaîne financière dans services, composantes et laboratoires	2022-2023	Les extractions sont effectuées de manière hebdomadaire par la cellule SIFAC et analysées par le service achats-marchés	80%
Versions du document	Date	Commentaire				
Version 1	18/10/2021	F.Bernard/Jean-Marc Bourgeon				
Version 2	mai-22	F.Bernard/C, Espinosa				

## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie				Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact		Probabilité	Criticité brute	Criticité			Niveau de maîtrise
RECETTES	Transverse	REC01	Les procédures relatives aux recettes uB ne sont pas connues de l'ensemble des agents (administratifs et chercheurs)	X						1	2	2	Formation des nouveaux entrants administratifs Procédures et modes opératoires formalisés et communiqués aux administratifs. Réfléchir à la mise en place d'un MOP spécifique aux chercheurs	Faible	Partielle	La communication a été améliorée, un MOP à destination des personnels administratifs a été créé et diffusé. Il reste à développer l'information auprès des chercheurs.	02/05/2022
RECETTES	Transverse	REC02	Perte de connaissances et coût de formation dus à la politique RH relative aux contractuels à l'uB (turn over important)	X						3	3	9	Des procédures sont mises en place dans les services mais il faut néanmoins former les personnes et cela prend du temps.	Elevé	Partielle	Ceci est un risque RH mais qui a des conséquences sur le processus Recettes.	07/10/2022
RECETTES	Transverse	REC03	Les procédures relatives aux recettes de la SATT ne sont pas connues de l'ensemble des agents (administratifs et chercheurs)	X	X			X		2	3	6	Chaque gestionnaire de laboratoire a un correspondant au sein de la SATT GE (un correspondant SATT GE par secteur scientifique). Il faudrait travailler en collaboration avec la SATT et le Pôle recherche pour élaborer une procédure clarifiée pour le fonctionnement et une procédure à destination des composantes	Elevé	Absence	Problème avec certains bons de commande de la SATT : les titres de recettes n'arrivent pas aux bons destinataires et nous revenons plusieurs années plus tard. D'autre part, nous rencontrons des difficultés dans le paiement des factures par la SATT. Impossibilité de connaître à l'avance les prestations en cours et les factures à venir.	07/10/2022
RECETTES	Transverse	REC04	Manque de visibilité des procédures relatives aux recettes émanant de la COMUE pour l'ensemble des agents (administratifs et chercheurs) Méconnaissance de ce qui est à facturer en lien avec la convention de reversement et refacturation ED	X						1	3	3	La communication doit être parfaite entre la COMUE (ED), le Pôle finances et les composantes.	Moyen	Partielle	Non connaissance des procédures de la COMUE (contrats de recherche, écoles doctorales pour les frais de déplacement).	02/05/2022
RECETTES	Transverse	REC05	Problème d'encassements de recettes avec les écoles doctorales (COMUE)	X						1	1	1	Une procédure a été mise à jour, rappelée et mise en ligne sur l'intranet	Faible	Absence	Malgré la procédure, des difficultés persistent (irrégularité dans l'envoi des documents au Pôle Finances, paiements qui ne peuvent être rapprochés de factures car non émises). Mais la situation tend à s'améliorer.	07/10/2022
RECETTES	Transverse	REC06	Les produits et activités, ainsi que les tarifs associés, pouvant faire l'objet de recettes ne sont pas connus de l'ensemble des agents	X						1	1	1	Le tableau récapitulatif des tarifs votés en Conseil d'Administration est visé en amont par le Pôle. L'outil a été déployé en septembre 2019 et compile l'ensemble des tarifs votés. La maîtrise est complète car l'application du tarif voté est systématiquement vérifiée.	Faible	Complète	Il faut que les composantes communiquent avec leurs laboratoires et leurs chercheurs	02/05/2022
RECETTES	Transverse	REC07 (REC34 pour la FC)	Des recettes ne sont ni titrées, ni facturées et ni encaissées (non identification ou non enregistrement de la recette)	X						2	3	6	Suivi de l'exécution du budget par rapport au réalisé : rapprochement fait au Pôle Finances. Problème de suivi dans les laboratoires organisateurs. Travail en cours sur le suivi de l'exécution budgétaire au niveau du service recettes du PF	Elevé	Partielle	Des outils spécifiques ont été mis en place entre la cellule et le PF.	02/05/2022
RECETTES	Transverse	REC08	Des encaissements (chèques ou espèces) correspondant à des recettes annexes (colloques, ventes d'ouvrages, etc.) sont reçus par des personnes ne disposant pas de délégations associées (Régisseur)	X						2	2	4	Des chèques ne sont pas remis directement à l'Agence Comptable (problème de délai, perte de chèque).	Moyen	Partielle	Même si une amélioration a été constatée, il y a toujours quelques paiements collectés par des agents n'ayant pas l'habilitation de le faire. Avec certaines composantes (FC), les chèques restent en attente sans être transmis à l'Agence Comptable.	07/10/2022
RECETTES	Transverse	REC9	Des titres de recettes ou factures sont émis hors-délai		X			X		2	3	6	Relance de l'Agence comptable pour les droits d'inscription. Relance du pôle Finances auprès des composantes pour les recettes récurrentes. Gestion par les laboratoires pour les contrats / alerte sur les eOTP par le pôle Finances.	Elevé	Partielle	L'émission hors délais des factures pose surtout un problème de recouvrement. Quand le pôle finances ou l'agence comptable ont connaissance de quelque chose ils peuvent relancer. Parfois les relances sont mal perçues par les composantes... Criticité très élevée pour la FC, il n'est pas rare de facturer plus de deux ans après la fin de la prestation de formation. Risque très élevé de ne pas recouvrer la recette. Criticité très élevée quant au rattachement de la recette.	07/10/2022
RECETTES	Transverse	REC10	Des titres de recettes ou factures sont erronés		X					1	2	2	Contrôle des justificatifs par le Pôle Finances lors de l'émission du titre dans SIFAC. Il faudrait lister les anomalies pour pouvoir ensuite travailler à corriger les plus récurrentes avec les composantes.	Faible	Complète	Nette amélioration de la qualité des pièces en FC. Pour les recettes hors FC les commandes de vente erronées ou incomplètes sont refusées au niveau du PF et ne sont pas traitées jusqu'à ce que la composante transmette les éléments demandés. Grosse perte de temps au niveau du service recettes du PF.	02/05/2022
RECETTES	Transverse	REC11	Des titres de recettes ou factures sont émis en double (ex factures hors SIFAC et régie)	X						1	2	2	Contrôle des justificatifs par le Pôle Finances lors de l'émission du titre dans SIFAC Identification lors du suivi des créances (relances) et du traitement des encaissements en attente à l'agence comptable	Faible	Absence	Probabilité forte lors des encaissements en régie (liquide, chèque, virement, cb) pour la FC et les droits d'inscription. Des composantes envoient des relevés de vente et cela pose un problème de double envoi de document que les clients ne comprennent pas toujours.	02/05/2022
RECETTES	Transverse	REC12	L'assujettissement à la TVA des produits ou services inclus dans les titres de recettes ou les factures est parfois erroné. La nature TTC ou HT des tarifs votes en CA n'est pas comprise.		X					1	1	1	L'application de la TVA est cadrée dans SIFAC. Une procédure a été élaborée par l'AC. Formation des personnels à cette procédure. Vérification systématique par le pôle Finances. Le tableau de tarif ne comprend que des tarifs votés HT	Faible	Complète		02/05/2022

## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
RECETTES	Transverse	REC13	Absence ou mauvaise identification des débiteurs			X					1	1	1	L'agence comptable est responsable de la création des clients et la création est maîtrisée à ce niveau. La base comporte des anomalies qui ont été identifiées mais doivent encore être nettoyées. Demander aux composantes de faire remonter systématiquement les modifications nécessaires. Une automatisation de la création des clients a été mise en place et permet une sécurisation du process.	Faible	Partielle		Problème avec le reversement de la RAFF pour des vacataires CNRS. La maîtrise ne sera complète que quand la base client sera nettoyée	02/05/2022
RECETTES	Transverse	REC14	Des titres de recettes ou factures font l'objet d'un rattachement erroné (mauvais centre de profit)			X					1	1	1	Dispositif de maîtrise au niveau des eOTP. Cas à la marge.	Faible	Complète			02/05/2022
RECETTES	Transverse	REC15	Des titres de recettes ou factures signés ne sont pas archivés ou sont archivés dans des conditions ne permettant pas leur conservation et intégrité			X					1	1	1	Archivage du titre et du justificatif géré par l'Agence Comptable (archivage papier et numérique). Un archivage est également effectué au niveau des composantes.	Faible	Complète			02/05/2022
RECETTES	Transverse	REC16	Des recettes titrées ne sont pas recouvrées ou partiellement recouvrées	X							2	1	2	Pour les recettes privées, la procédure de recouvrement est formalisée. Des difficultés dans le cas de la FC et des débiteurs étrangers.	Faible	Complète		Le Président de l'Ub a délégué du CA pour admettre en non valeur des créances inférieures à 75€ après 2 relances infructueuses. Une liste des créances entrant potentiellement dans ce cadre est régulièrement établie.	07/10/2022
RECETTES	Transverse	REC17	Des encaissements sont enregistrés sans être rattachés à des titres de recettes ou à des factures signées (Recettes à classer)	X				X			2	2	4	Traitement des encaissements non titrés (en attente). Beaucoup de cas avec la formation continue.	Moyen	Partielle		Une progression est espérée dans ce domaine. Les services recette PF et AC travaillent ensemble sur le suivi des RAC. Développement d'outils et relances des composantes tous les 15 jours par PF devraient permettre une amélioration de la situation. Toutefois, le suivi est perturbé par des renouvellements de personnel successifs au pôle finances.	07/10/2022
RECETTES	Subventions	REC18	Des subventions ne correspondent pas à des titres de recettes ou des factures signées ou alors ne sont pas comptabilisées	X							1	1	1	Ajustement des titres des subventions aux encaissements par le Pôle Finances Suivi par le service recherche du Pôle Finances Traitement des encaissements non titrés (en attente)	Faible	Complète		Les subventions dont le versement est soumis à condition ne font pas l'objet d'un titre jusqu'à la justification de solde, mais font souvent l'objet d'une avance. Le risque c'est le non respect du plan de financement et de non remboursement en cas de dépenses inéligibles. Il y a un problème de formation des composantes et des labos.	07/10/2022
RECETTES	Subventions	REC19	Des subventions ne sont pas rattachées aux biens ou activités qu'elles financent						X		1	1	1	Les recettes sur subvention sont fléchées	Faible	Complète			02/05/2022
RECETTES	Subventions	REC20	Des subventions ne sont pas rattachées à l'unité de gestion qu'elles financent					X			1	1	1	Contrôle d'imputation par les Antennes Financières et par le Pôle Finances. Il existe un réel suivi budgétaire des conventions.	Faible	Complète			02/05/2022
RECETTES	Subventions	REC21	Des subventions ne sont pas rattachées ou sont partiellement rattachées aux exercices auxquels elles s'appliquent						X		1	1	1	Procédures de clôture (PAR et PCA) et de report des avances géré par le logiciel SIFAC	Faible	Complète			02/05/2022
RECETTES	Subventions	REC22	Des encaissements reçus doivent être reversés au financeur du fait du non respect des conditions contractuelles des subventions	X							1	1	1	La subvention est versée après justification sauf dans le cas de la fondation de coopération scientifique (FCS).	Faible	Complète		Les subventions dont le versement est soumis à condition ne font pas l'objet d'un titre jusqu'à la justification de solde. Le risque c'est le non respect du plan de financement et de non remboursement en cas de dépenses inéligibles. Il y a un problème de formation des composantes et des labos.	02/05/2022
RECETTES	Conventions de recherche	REC23	Des titres de recettes sont émis sans convention signée	X							1	1	1	C'est impossible ; le pôle Finances attend que la convention soit signée et validée en CA pour titrer les recettes.	Faible	Complète			07/10/2022

## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
RECETTES	Conventions de recherche	REC24	Des titres de recettes ne sont pas soldés à l'échéance des conventions, ou sont soldés hors-délai ou partiellement			X					1	1	1	Ajustement des titres des subventions aux encaissements par le Pôle Finances	Faible	Complète			02/05/2022
RECETTES	Droits d'inscription	REC25	Des étudiants sont inscrits sans avoir versé l'intégralité des droits d'inscription	X							1	1	1	Suivi des incidents de règlement (principalement Paybox) Suivi des impayés.	Faible	Complète		Certaines scolarités oublient d'émettre la facture (et le titre de recettes) et de l'envoyer aux entreprises lorsque celles-ci prennent en charge les frais de leur employé. Lorsque les composantes mettent un étudiant en "A facturer" c'est en théorie sur accord écrit de l'entreprise pour la prise en charge. Problématique de la justification des écarts au niveau de l'agence comptable.	02/05/2022
RECETTES	Droits d'inscription	REC26	Les droits d'inscription spécifiques (droits de formation) versés par des étudiants ne sont pas rattachés à l'unité de gestion correspondante					X			1	1	1	Cas des formations du SEFCA ou des inscriptions des étudiants internationaux hors UE (RI)	Faible	Complète		Problème de recouvrement des droits d'inscription au niveau des relations internationales et des inscriptions FC dans les composantes.	02/05/2022
RECETTES	Droits d'inscription	REC27	Les droits d'inscription versés ne sont pas rattachés aux exercices concernés (droits pluriannuels)					X			1	1	1	Procédures de clôture. PAR (Ub 98 droits d'inscription à facturer) et PCA (prorata de ce qui est payé)	Faible	Complète		Modification de la réglementation, les droits d'inscription sont rattachés à l'exercice au cours duquel ils ont été payés.	02/05/2022
RECETTES	CUFPA	REC28	Les procédures relatives à la perception de la CUFPA ne sont pas connues de l'ensemble des agents, notamment des agents au contact des entreprises (chercheurs, etc.)		X						1	1	1	Une procédure a été mise en place et transmise aux composantes. Les notifications sont collectées au pôle Finances. Il y a de plus en plus de virements bancaires. Une grande sensibilisation (courrier) a été mise en place ces dernières années. Une procédure d'utilisation de la CUFPA est mise à jour et transmise par mail et mise en ligne sur l'intranet chaque année.	Faible	Complète			07/10/2022
RECETTES	CUFPA	REC29	Les justifications de CUFPA arrivent trop tard en conséquence les vérifications sont tardives et la facturation arrive en dernière limite.	X							1	2	2	Il pourrait être envisagé une modification du calendrier de clôture et un avancement de la date de restitution des justifications.	Faible	Partielle			07/10/2022
RECETTES	CUFPA	REC30	Les contacts en entreprise ne sont pas mobilisés ou sont mobilisés hors délai pour obtenir des promesses d'attribution de la CUFPA. Les contacts en entreprise ne font pas l'objet d'un suivi suffisant pour pérenniser l'attribution de la CUFPA.			X					1	1	1	Actions mises en place au niveau de l'espace entreprises. Les composantes relancent également de leur côté. Bon développement au niveau des composantes.	Faible	Complète		Suivi peut être effectué par les composantes car le PF envoie un tableau récapitulatif des versements à chaque Ub à la fin de la campagne de CUFPA.	07/10/2022
RECETTES	CUFPA	REC31	La CUFPA perçue n'est pas rattachée à l'unité de gestion qu'elle finance (selon les promesses)						X		1	1	1	Suivi budgétaire Versement pas clairement identifié (parfois l'entreprise ne précise pas la formation et le diplôme financé) mais correction rapide du pôle Finances	Faible	Complète		Réforme de la TA 2020, versement par les entreprises directement à l'université. Il ne devrait plus y avoir de versement aux composantes.	02/05/2022
RECETTES	CUFPA	REC32	Restitution de la CUFPA (non consommation, absence de justification)			X					1	2	2	Contrôle au niveau de l'antenne financière et contrôle de l'éligibilité par le Pôle Finances. Les dépenses doivent être conformes à la circulaire du 05/02/2017.	Faible	Complète		Absence de contrôle externe par la DRFIP	02/05/2022
RECETTES	Formation Continue	REC33 (REC07 pour les autres recettes)	Absence de titres de recette sur les prestations de formation continue	X							2	2	4	Procédure de relance de l'agence comptable et du pôle Finances.	Moyen	Partielle		L'UMDPCS passe tout en régie donc pas de contrôle possible de la part du pôle Finances.	07/10/2022
RECETTES	Formation Continue	REC34	Non rattachement à l'exercice des recettes liées à des formations pluriannuelles ou à cheval sur deux exercices					X			3	2	6	Démarche de fiabilisation liée à la certification par les CAC Rattachement des recettes au prorata du temps de formation sur l'exercice. Le principe de l'annualité est bien respecté. La gestion du décalage entre l'année budgétaire et l'année universitaire est gérée par les PAR.	Elevé	Partielle		Difficultés de contrôler les PAR liés à la FC. Situation aggravée par les retards conséquents de facturation des années antérieures. Dispositif de collecte des informations comptables non efficace dans le cadre des opérations de clôture pour les PAR FC et apprentissage.	07/10/2022
RECETTES	Formation Continue	REC35	Non comptabilisation des droits d'inscription versés par les étudiants ou à recevoir à la clôture de l'exercice	X							1	1	1	Contrôle sur la base APOGEE pour rapprochement entre recette théorique et recette recouvrée. Les recettes IA sont toutes comptabilisées. Pour les prises en charge par un tiers, émission d'une facture SIFAC.	Faible	Complète		Justification tous les mois des droits d'inscription non perçus avec liste nominative transmise à l'agence comptable. Problème de suivi avec les étudiants en formation continue. Vu avec les CAC.	07/10/2022



## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie				Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour		
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact		Probabilité	Criticité brute	Criticité			Niveau de maîtrise	Criticité Nette
RECETTES	Formation Continue	REC36	Connaissance des nouvelles procédures liées à l'apprentissage	X	X	X	X			3	3	9	Réforme mise en place courant 2020-21. Aucune procédure interne à l'UB mise en place côté FC.	Elevé	Absence		Les titres de recettes CFA du SUP sont effectués tardivement (plusieurs années de retard), les PAR ne sont pas fiabilisés sur l'apprentissage. En conséquence, cela fait courir un risque quant au rattachement et au résultat de l'exercice. Pour l'apprentissage CFA uB, la rédaction des conventions par le SEFCA comportant des erreurs nous place en difficulté au regard des OPCO qui ne financent pas à hauteur de ce qu'ils devraient.	07/10/2022
RECETTES	Formation Continue	REC37	Connaissance de la réforme de la formation continue		X					1	1	1	Réforme en cours, incidence sur 2019. Suivi de la responsable financière du SEFCA. A voir pour la procédure interne à l'UB.	Faible	Partielle		Aucune information au niveau PF et AC.	07/10/2022
RECETTES	Autres	REC38	Accès et dépôt des factures sur le Portail CHORUS, dématérialisation de la chaîne de la recette	X						1	1	1	Toutes les factures dues par les collectivités publiques doivent transiter via le portail CHORUS factures. Dans un avenir proche, l'ensemble des factures privées devra être déposé sur une plateforme.	Faible	Complète		La dématérialisation a été complètement déployée au 01/01/2021. Seule l'agence comptable dépose les factures sur Chorus, les composantes n'ont pas à le faire. L'Agence Comptable gère le suivi.	07/10/2022

**PLAN ACTION**  
**PROCESSUS RECETTES**  
**ANNEE 2022**

PROCESSUS	RISQUE	PROPOSITION D'ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECEANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
Recettes	Les procédures relatives aux recettes Ub ne sont pas connues de l'ensemble des agents (administratifs et chercheurs)	Développer et uniformiser les informations et procédures déposées sur la GED. D'une manière globale, il faut intensifier et adapter la formation des agents aux traitements de la recette.	Cellule / Pôle finances / Agence comptable/Composantes et services	Travail sur la période 2020 - 2022 et finalisation en 2022/2023	Le travail sur les procédures est toujours en cours. Des informations et outils à l'attention des personnels ont été mises à jour et ajoutées sur la GED. La partie recettes ordonnateur reste à développer.	juin 2022 - 80%
Recettes	Des recettes ne sont ni titrées, ni facturées et ni encaissées (non identification ou non enregistrement de la recette)	Le Pôle finances va mettre en place un suivi d'exécution budgétaire et l'Agence comptable des autocontrôles sur ce point précis.	Cellule / Pôle finances / Agence comptable/Composantes et services	Travail sur la période 2020 - 2022 et finalisation en 2022/2023	Le pF a mis en place des outils pour le suivi d'exécution et effectue un comparatif d'une année à l'autre. L'agence comptable effectue des autocontrôles sur les versements. L'analyse d'exécution pour le traitement des recettes est à renforcer en composantes/laboratoires/services.	juin 2022 - 80%
Recettes	Cotation inférieure à 3 sur l'évaluation périodique et l'exploitation des résultats (échelle de maturité des risques)	Il est prévu de formaliser un plan de contrôles, des autocontrôles annuels et une grille de supervision. Les contrôles seront tracés et feront l'objet d'un reporting.	Cellule / Pôle finances / Agence comptable/Composantes et services	Travail sur la période 2020 - 2022 et finalisation en 2022/2023	Travail débuté.	juin 2022 - 10%
Recettes	Des encaissements sont enregistrés sans être rattachés à des titres de recettes ou à des factures signées (Recettes à classer)	Mise en œuvre d'un outil de suivi et communication régulière avec les composantes.	Cellule / Pôle finances / Agence comptable	2020	L'outil a été déployé puis amélioré et les résultats communiqués par quinzaine aux composantes. Les changements de personnel au Pôle finances perturbent le suivi mis en place. Les composantes ont à effectuer les recherches et faire un retour le cas échéant.	Juin 2022- 100%
Recettes	Des titres de recettes ou factures sont émis hors-délai	Hors formation continue, le Pôle finances met en place un suivi	Cellule et Pôle finances	2021	Suivi d'exécution budgétaire à renforcer dans les composantes, suivi des commandes de ventes au pôle finances.	octobre 2021 - 100%
Recettes	Des titres de recettes ou factures sont émis en double (ex. double titrage en recettes et en régie)	Travail en collaboration avec les composantes concernées pour fluidifier et améliorer les procédures et leur compréhension. Professionnalisation des acteurs nécessaire.	Agence Comptable	2022	Une communication régulière est mise en place. Les procédures sont rappelées dans le mode opératoire diffusé sur la GED. La formation des nouveaux arrivants a été intensifiée en ce sens. Une composante reste à convaincre.	juin 2022 - 90%
Versions du document	Date	Commentaire				
Version 1	oct-21					
Version 2	juin-22					



## Cartographie des risques comptables et financiers



Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Soutenabilité	Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
BUDGET	Elaboration budgétaire	BU 01	Risque d'erreurs important dans la construction des orientations budgétaires			X						3	1	3	Un travail préparatoire sur les recettes attendues et les dépenses prévues est effectué lors des orientations budgétaires de l'année N+1. On s'appuie sur l'année en cours au regard de ce que l'on connaît déjà, ce que l'on attend sur l'année N et N+1. Il ne s'agit ici que des recettes et dépenses pérennes (hors ressources propres).	Moyen	Partielle		Travail effectué en lien avec le Pôle Pilotage sur l'analyse de la masse salariale et la charge d'enseignement. Tableau récapitulatif contenant des hypothèses haute et basse pour permettre d'avoir un aperçu sur l'atterrissage budgétaire au titre des recettes puis le récapitulatif des dépenses agglomérant toutes les dotations des composantes, la masse salariale et la charge d'enseignement. Manque de visibilité sur les atterrissages de la masse salariale servant de base aux projections et sur la SSCP.	09/05/2022
BUDGET	Elaboration budgétaire	BU 02	Non approbation du budget			X						3	1	3	Plusieurs dispositifs de contrôle mis en place. C'est maîtrisé mais l'affichage des agrégats financiers prévisionnels peut nécessiter de réajuster le budget.	Moyen	Partielle		Malgré les contrôles, l'arbitrage est politique. L'approbation du budget se fait au CA, elle est également soumise à un contrôle renforcé de la tutelle.	14/12/2022
BUDGET	Elaboration budgétaire	BU 03	Irrégularité des états budgétaires et financiers			X						3	1	3	C'est totalement maîtrisé.	Moyen	Complète		Édition des états budgétaires pour le rectorat. Vérification entre les données intégrées dans SIFAC et les états budgétaires.	14/12/2022
BUDGET	Elaboration budgétaire	BU 04	Mauvaises prévisions des dépenses et des recettes de la part des UFR / Ecoles / Instituts et services communs et généraux			X						3	3	9	Depuis 2020, un changement de procédure a entraîné des modifications dans les préparations budgétaires et dans le calendrier. L'exercice budgétaire comporte un seul budget rectificatif élargi de fin d'année. Des enveloppes sont ouvertes dès le budget initial dans les centres financiers "réservoir" afin d'assurer les ouvertures de crédits qui ne revêtent pas un caractère certain. Des enveloppes prévisionnelles sont également ouvertes en central. Tous les crédits non utilisés sont ajustés au dernier budget rectificatif de l'année N.	Moyen	Partielle		Outil de suivi budgétaire développé pour permettre une lecture simplifiée sur la situation de chaque composante Sensibilisation des gestionnaires lors des réunions d'information ou de formations tout au long de l'année Accompagnement personnalisé à la demande des composantes. Besoin de technicité accru et de professionnalisation pour améliorer les taux d'exécution budgétaires.	14/12/2022
BUDGET	Elaboration budgétaire	BU 05	Défaut d'une logique de programmation au sein du service (la programmation n'est pas gérée comme une projection qui peut être pluriannuelle)			X						2	2	4	La logique GBCP est globalement intégrée par les services financiers mais le manque d'informations de la part des porteurs de projets peut parfois pénaliser la programmation des projections pluriannuelles.	Moyen	Partielle		Nécessité d'une meilleure acculturation financière de l'ensemble de la communauté.	14/12/2022
BUDGET	Elaboration budgétaire	BU 06	Manque de prospective pluriannuelle dans la programmation et la reprogrammation			X						2	2	4	Intégré pour les dépenses et non pour les recettes.	Moyen	Partielle		Une action correctrice est prévue dans le plan d'action.	14/12/2022
BUDGET	Elaboration budgétaire	BU 07	Difficultés de projections pluriannuelles sur les opérations immobilières			X						3	3	9	Un outil de suivi du calendrier des travaux a été développé par le Pôle Patrimoine en lien avec l'agence comptable.	Elevé	Partielle		Réunions trimestrielles sont organisées entre le Pôle Patrimoine, la DAF et l'Agence comptable pour permettre de suivre l'avancement des travaux et de réajuster les ouvertures de crédits	14/12/2022
BUDGET	Pilotage budgétaire	BU 08	Difficultés de projections des agrégats financiers et comptables prévisionnels				X					3	2	6	Multiplicité des budgets (47 unités budgétaires) et complexité des investissements. Difficulté dans les prévisions des ressources propres qui revêtent un caractère incertain. Le contexte national lié au cadre financier imposé par l'Etat, l'environnement mouvant ainsi que les incertitudes ont un effet direct sur les agrégats	Elevé	Partielle			14/12/2022
BUDGET	Pilotage budgétaire	BU 09	Difficultés de pilotage budgétaire global liées à une forte atomisation des composantes du budget, au manque d'outils de pilotage, au besoin de renforcement des RH				X					3	3	9	Les budgets sont collectés par la pôle finances et agglomérés en central. Le pilotage en central, même partiel, est complexifié. Le pilotage financier fait l'objet de groupes de travail et un pilotage d'enveloppes globales partielles en central a été proposé. Ce pilotage garantirait la disponibilité des crédits ouverts dans la programmation budgétaire.	Elevé	Partielle			14/12/2022



## Cartographie des risques comptables et financiers



Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute		Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour		
				Soutenabilité	Exactitude	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette				
BUDGET	Pilotage budgétaire	BU 10	Analyse et prévision de la masse salariale				X					3	2	6	Démarche périodique d'analyse, de suivi et de prévision de la masse salariale (réunion avec tableaux de bord à l'appui). Analyse année n et prévision n+1. Un travail important sur le pilotage de la masse salariale a été mis en place ce qui permet un meilleur suivi aussi bien sur la charge d'enseignement que sur la masse salariale. Les écarts constatés portent sur les ressources propres.	Elevé	Partielle		Un suivi régulier sur la consommation des emplois et sur la volumétrie de la masse salariale est effectué. Présentation en réunion TBS par l'élaboration de tableau de bord sur la masse salariale établissement et sur les emplois.	14/12/2022
BUDGET	Pilotage budgétaire	BU 11	Sécurisation de la prévision des recettes				X					3	1	3	Relativement maîtrisé	Moyen	Complète		A l'appui des inscriptions de crédits, des pièces justificatives sont demandées. Des consignes ont été données dans le cas d'inscriptions de recettes incertaines, les crédits sont à ouvrir au centre financier réservoir.	14/12/2022
BUDGET	Pilotage budgétaire	BU 12	Risque lié au décalage de la formalisation des modifications budgétaires en composantes et mise en exécution par l'établissement				X					3	1	3	Risque de non intégration du BR si des dépenses ont eu lieu entre temps.	Moyen	Complète			14/12/2022
BUDGET	Soutenabilité budgétaire	BU 13	Contrainte trop forte des opérations passées				X					3	1	3	Hausse constante des restes à payer au sein de l'établissement.	Moyen	Complète			14/12/2022

PLAN ACTION						
PROCESSUS BUDGET						
ANNEE 2022						
PROCESSUS	RISQUE	ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECHEANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
BUDGET	BU04	Améliorer la professionnalisation et l'expertise financière de l'ensemble des intervenants dans la chaîne financière, réflexion sur la formation, l'information et la communication	Toutes les entités intervenant dans la chaîne budgétaire	Progressif à compter de 2023	Objectif fixé en mai 2022	
BUDGET	BU06	Réflexion et mise en place d'une procédure relative à la reprogrammation des recettes qui pourra s'appuyer sur le déploiement de l'outil OSCAR pour la recherche. Formation des intervenants de la chaîne financière	Toutes les entités intervenant dans la chaîne budgétaire	Progressif à compter de la construction du prochain BI	Objectif fixé en mai 2022	
BUDGET		Sécuriser la matrice de préparation budgétaire en développant un outil en ligne	Pôle finances et DNUM	A déterminer	1) Prise de contact avec L'Université de Strasbourg pour utiliser leur outil Budget Web (avril 2021) 2) Transmission d'une note à la DGS et à la DNUM sur la nécessité de développer un outil répondant à l'organisation et à la procédure de l'établissement.	20% en 2021
BUDGET		Développer et renforcer le pilotage global du budget de l'établissement dans la perspective de sécuriser les agrégats financiers, d'améliorer tous les indicateurs financiers et permettre d'avoir une meilleure lisibilité sur la soutenabilité pluriannuelle	Pôle finances	Progressif à compter de 2023	Un GT pilotage financier a été déployé entre mars et mai 2022, plusieurs propositions d'action ont été formulées et sont à l'étude.	20% jusque mai 2022
Versions du document	Date	Commentaire				
Version 1	oct-21					
Version 2	mai-22					

## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Trésorerie à court terme	Gestion générale	TRE01	Absence de veille réglementaire sur les règles de financement des établissements publics.		X						3	1	3	Réunions au ministère. Flash mensuel "établissements publics nationaux". Informations du menses, du minefi et de l'aef.	Moyen	Complète			14/12/2022
Trésorerie à court terme	Acquisition et cession de valeur mobilière de placement	TRE02	Non-respect des dispositions réglementaires relatives aux motifs d'acquisition de titres	X							2	1	2	Interdiction d'acheter des titres. Titres obtenus uniquement par don (INSPE) ou participation (SATT GE, par exemple).	Faible	Complète			14/12/2022
Trésorerie à court terme	Acquisition et cession de valeur mobilière de placement	TRE03	Absence de délégation d'ordre de paiement ou absence d'émission du titre de recette ou du mandat de paiement si la vente génère une plus-value ou une moins-value	X							2	1	2		Faible	Complète			14/12/2022
Trésorerie à court terme	Acquisition et cession de valeur mobilière de placement	TRE04	Non-imputation des éventuels frais bancaires et commissions					X			2	1	2	Il sont automatiquement débités. La régularisation se fait au niveau de l'Agence Comptable.	Faible	Complète			14/12/2022
Trésorerie à court terme	Acquisition et cession de valeur mobilière de placement	TRE05	Absence ou erreur de comptabilisation		X						2	1	2		Faible	Complète			14/12/2022
Trésorerie à court terme	Acquisition et cession de valeur mobilière de placement	TRE06	Pièces justificatives absentes ou insuffisantes			X					2	1	2		Faible	Complète			14/12/2022
Trésorerie à court terme	Suivi de compte de trésorerie	TRE07	Mauvais suivi des valeurs à l'encaissement (absence de bordereau, non-comptabilisation d'un chèque, date d'encaissement échu, absence de suivi des valeurs impayées)		X						3	2	6	Procédures connues mais pas forcément formalisées. Vision quotidienne de l'Agent Comptable.	Elevé	Complète			14/12/2022
Trésorerie à court terme	Suivi de compte de trésorerie	TRE08	Mauvais rapprochement bancaire (Erreur dans la date d'encaissement et de décaissement, erreur dans les opérations dématérialisées, absence de rapprochement avec le relevé du trésor public)		X						3	2	6	Contrôles effectués au quotidien à l'Agence Comptable.	Elevé	Complète			14/12/2022
Trésorerie à court terme	Suivi de compte de trésorerie	TRE09	Mauvaise tenue du compte (Absence d'information de la situation du compte)			X					3	2	6	Contrôles effectués au quotidien à l'Agence Comptable.	Elevé	Complète			14/12/2022
Trésorerie à court terme	Ligne de crédit de trésorerie	TRE10	Absence de politique de gestion de trésorerie	X							2	1	2	Suivi au niveau du TBS mensuel	Faible	Complète	Il existe un seuil en ce qui concerne la trésorerie (un mois de paie et 15 jours de fonctionnement).		14/12/2022
Trésorerie à court terme	Ligne de crédit de trésorerie	TRE11	Mauvaise définition d'un besoin amenant à un montant de trésorerie inappropriée		X						2	1	2	Suivi au niveau du TBS mensuel	Faible	Complète			14/12/2022
Gestion de l'emprunt	Contractualisation de l'emprunt	TRE12	Manque de vérification du contrat (erreur dans le tableau d'amortissement, non-respect du cahier des charges)	X							3	1	3	Les emprunts sont interdits sauf les PPP (Partenariats Public-Privé)	Moyen	Complète	PPP : mécanisme d'engagement sur 25 ans (pour la livraison des 4 bâtiments). C'est un remboursement en capital et non un emprunt.		14/12/2022
Gestion de l'emprunt	Comptabilisation de l'emprunt	TRE13	Non-respect de l'échéance et insuffisance de liquidités et mauvaise comptabilisation des échéances (compte d'imputation provisoire non soldé, retard dans le paiement donc intérêts de pénalité)	X	X						3	1	3	Echéance tous les trimestres en liaison avec le pôle Finances.	Moyen	Complète	Une partie des PPP est remboursée avec les dotations de l'Etat. En cas de retard, on peut avoir des pénalités ou un défaut de paiement.		14/12/2022
Régie	Contrôle de la caisse	TRE14	Perte de chèques (lors de l'envoi à la DGFiP de Créteil)								3	1	3	Il y a un double du bordereau en régie. Il y a une vérification du relevé de compte. Cependant, pas de procédure écrite sur la manière de travailler des régisseurs.	Moyen	Complète			14/12/2022
Régie	Contrôle de la caisse	TRE15	Perte d'espèces lors de manipulations diverses, vol, erreurs lors de manipulations d'espèces								3	1	3	Caisse vérifiée à chaque fin de journée.	Moyen	Complète			14/12/2022
Régie	Contrôle de la caisse	TRE16	Absence de conservation des espèces/chèques dans un coffre ou une salle sécurisée dans les composantes								3	1	3		Moyen	Complète			14/12/2022
Régie	Contrôle de la caisse	TRE17	Les pièces comptables ne sont pas enregistrées régulièrement	X							1	2	2	Ce n'est pas traité de manière quotidienne ; cela va dépendre de l'activité.	Faible	Partielle	rappel des consignes à chaque contrôle de régie		14/12/2022
Régie	Contrôle de la caisse	TRE18	Différence entre le montant de l'encaisse et le montant retracé en comptabilité (pas de contrôle quotidien de la caisse, non-ajustement entre le journal de caisse et la comptabilité)	X							1	2	2	Pas de contrôle des régisseurs.	Faible	Partielle	contrôle effectué par l'agence comptable chaque mois		14/12/2022
Régie	Contrôle de la caisse	TRE19	Absence de régularisation des différences de caisse (absence de régularisation de caisse dans les délais appropriés)	X							1	1	1	Suivi de la régie sous Excel. Alerte en cas de déséquilibre. Tableau effectué par l'AC avec cellules verrouillées.	Faible	Complète			14/12/2022
Régie	Contrôle de la caisse	TRE20	Absence d'arrêté quotidien fiable de la caisse				X				1	1	1	Pas nécessaire pour les petites régies.	Faible	Complète			14/12/2022



## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Régie	Contrôle de la caisse	TRE21	Absence de surveillance de l'encaisse (encaisse supérieure aux besoins immédiats)		X						1	1	1	Régies bloquées à 200 euros. Surveillance de l'AC.	Faible	Complète		contrôle mensuel effectué par l'agence comptable	14/12/2022
Régie	Contrôle de la caisse	TRE22	Absence de contrôle des registres et journaux retraçant les opérations numéraires	X							1	1	1	Contrôle de la balance au niveau des services (absence de procédure). Contrôle en fin de mois par l'AC.	Faible	Complète			14/12/2022
Régie	Enregistrement comptable des opérations de caisse	TRE23	Absence de procédure de gestion pour les régies								3	1	4	Procédures écrites : guide du parfait régisseur. Formations des personnels chaque année.	Moyen	Complète			14/12/2022
Régie	Enregistrement comptable des opérations de caisse	TRE24	Perte due à une avance d'un service (tiers payant pour le centre de prévention) - problème budgétaire								3	3	9	Perte financière pour l'établissement lorsque les étudiants n'ont pas de mutuelles ou lorsqu'ils n'ont pas de sécurité sociale (cas des étudiants étrangers). Décision politique.	Elevé	Complète			14/12/2022
Régie	Enregistrement comptable des opérations de caisse	TRE25	Utilisation erronée du compte "caisse" (le compte caisse ne doit être que débiteur ou nul)					X			2	2	4	contrôle mensuel par l'agence comptable	Moyen	Complète			14/12/2022
Régie	Archivages des pièces comptables de caisse	TRE26	Le journal de caisse n'est pas conservé ou inaccessible	X							3	1	3	Conservation 10 ans	Moyen	Complète			14/12/2022
Régie	Encaissement	TRE27	Non-respect du plafond d'encaissement en numéraire	X							1	3	3	Non bloquant contrôles mensuels par l'agence comptable	Moyen	Complète			14/12/2022
Régie	Encaissement	TRE28	Enregistrement erroné de l'encaissement (non-enregistrement de la caisse sur la dette du débiteur, erreur de recouvrement)				X				1	1	1	Chèques sans provision rares. Il existe une procédure en cas d'impayés.	Faible	Complète			14/12/2022
Régie	Paiement	TRE29	Le seuil de paiement en numéraire n'est pas respecté	X							1	1	1		Faible	Complète			14/12/2022
Régie	Paiement	TRE30	Perte des avis de paiement (justificatifs)								1	1	1		Faible	Complète			14/12/2022
Régie	Paiement	TRE31	Non archivage des avis de paiement (justificatifs)	X							3	1	3	Une copie est conservée dans les composantes. Original fourni à l'AC. Archivage dans les composantes et à l'AC.	Moyen	Complète			14/12/2022
Régie	Tenue du compte bancaire	TRE32	Mauvais rapprochement bancaire quotidien (relevés de compte non traités, la différence entre la valeur du compte et la valeur en comptabilité n'est pas rapprochée ni corrigée, les discordances ne sont pas corrigées)	X	X		X				3	1	3	Tout mauvais rapprochement est traité au fil de l'eau	Moyen	Complète			14/12/2022
Régie	Tenue du compte bancaire	TRE33	Réception de virements inappropriés sur les comptes de régie des composantes								2	2	4	Réception de virements inappropriés sur le compte de régie du SEFCA. Des échanges réguliers entre l'AC et le SEFCA au cours de l'exercice 2021 ont permis d'apurer de nombreuses opérations. Ces échanges seront poursuivis régulièrement	Moyen	Partielle			14/12/2022
Régie	Tenue du compte bancaire	TRE34	Le relevé de compte n'est pas traité à sa réception (les opérations de la DCFIP, des débiteurs et des créanciers ne sont pas traitées au fil de l'eau)					X			1	1	1		Faible	Complète			14/12/2022
Régie	Tenue du compte bancaire	TRE35	L'archivage des pièces justificatives n'est pas exhaustif et ne permet pas un contrôle facile de justification des comptes		X						2	1	2	Archivage perpétuel à l'AC.	Faible	Complète			14/12/2022
Régie	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE36	Le chèque est irrégulier (il ne comporte pas l'ensemble des mentions obligatoires)	X							1	1	1		Faible	Complète			14/12/2022
Régie	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE37	Enregistrement comptable erroné (comptabilisation hors délai, rattachement de l'enregistrement à la mauvaise période)	X							1	1	1		Faible	Complète			14/12/2022

## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute		Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette		Commentaires
Régie	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE38	Non-respect des autorisations sur l'encaissement des recettes par carte bancaire								2	1	2	un arrêté par régie prévoit la nature des recettes pouvant être encaissées par carte bancaire, contrôle systématique a posteriori par l'AC chaque mois	Faible	Complète		14/12/2022
Régie	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE39	Risque lors du transport de fonds à la Banque postale								3	1	3	Transport jamais à la même heure. Proposition de modes de paiements autres que numéraires afin de limiter les encaisses	Moyen	Complète		14/12/2022
Régie	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE40	Discordance entre le journal des cartes bancaires et le relevé de compte								2	1	2	Cas des cartes bancaires rejetées ou des paiements PayPal (vente des EUD)	Faible	Complète		14/12/2022
Régie	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE41	Absence de traçabilité des opérations en instance d'encaissement (les pièces justificatives ne permettent pas un contrôle des opérations sur les comptes)					X			3	2	6	Cela correspond à tous les virements en cours.	Elevé	Complète		14/12/2022
Régie	Paiement	TRE42	Modalités de paiement non respectées (erreur dans la désignation du virement, anomalie dans les virements)	X							2	2	4		Moyen	Complète		14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE43	Perte de chèques (lors de l'envoi à la DGFIP de Créteil)								3	1	3		Moyen	Complète		14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE44	Perte d'espèces lors de manipulations diverses, vol, erreurs lors de manipulations d'espèces								3	1	3		Moyen	Complète		14/12/2022
Régie	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE45	Les espèces ne sont pas conservées dans un endroit sécurisé à l'AC	X							3	1	3	Un coffre est installé à l'AC, dégagements réguliers afin de ne pas dépasser l'encaisse autorisée, il y a de moins en moins d'opérations en numéraires, l'encaisse est peu importante depuis que les régies effectuent leurs dégagements directement auprès de la Banque Postale	Moyen	Complète		14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE46	Les pièces comptables ne sont pas enregistrées régulièrement	X							1	1	1	comptabilisation des opérations de caisse au jour le jour	Faible	Complète		14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE47	Différence entre le montant de l'encaisse et le montant retracé en comptabilité (pas de contrôle quotidien de la caisse, non-ajustement entre le journal de caisse et la comptabilité)	X							1	1	1	Ajustementsq comptables au fil de l'eau, à chaque opération	Faible	Complète		14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE48	Absence de régularisation des différences de caisse (absence de régularisation de caisse dans des délais appropriés)	X							1	1	1		Faible	Complète		14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE49	Absence d'arrêté quotidien fiable de la caisse					X			1	1	1		Faible	Complète		14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE50	Absence de surveillance de l'encaisse (encaisse supérieure aux besoins immédiats)		X						1	2	2	Encaisse autorisée à 10 000 euros.	Faible	Complète		14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE51	Absence de contrôle des registres et journaux retraçant les opérations numéraires	X							1	1	1		Faible	Complète		14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Enregistrement comptable des opérations de caisse	TRE52	Utilisation erronée du compte "caisse" (le compte caisse ne doit être que débiteur ou nul)						X		1	1	1		Faible	Complète		14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Archivages des pièces comptables de caisse	TRE53	Le journal de caisse n'est pas conservé ou inaccessible	X							1	1	1		Faible	Complète		14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Encaissement	TRE54	Non-respect du plafond d'encaissement en numéraire	X							1	3	3		Moyen	Complète		14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Encaissement	TRE55	Enregistrement erroné de l'encaissement (non-enregistrement de la caisse sur la dette du débiteur, erreur de recouvrement)				X				1	1	1		Faible	Complète		14/12/2022



## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Compte bancaire (AC)	Paiement	TRE56	Le seuil de paiement en numéraire n'est pas respecté	X							1	1	1	Rare (cela peut arriver dans le cadre de l'action sociale)	Faible	Complète			14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Paiement	TRE57	Perte des avis de paiement (justificatifs)								1	1	1		Faible	Complète			14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Paiement	TRE58	Non archivage des avis de paiement (justificatifs)	X							1	1	1		Faible	Complète			14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Tenue du compte bancaire de l'AC	TRE59	Mauvais rapprochement bancaire quotidien (relevés de compte non traités, la différence entre la valeur du compte et la valeur en comptabilité n'est pas rapprochée ni corrigée, les discordances ne sont pas corrigées)	X	X		X				1	1	1		Faible	Complète			14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Tenue du compte bancaire de l'AC	TRE60	Le relevé de compte n'est pas traité à sa réception (les opérations de la DGFiP, des débiteurs et des créanciers ne sont pas traitées au fil de l'eau)					X			1	1	1		Faible	Complète			14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Tenue du compte bancaire de l'AC	TRE61	L'archivage des pièces justificatives n'est pas exhaustif et ne permet pas un contrôle facile de justification des comptes			X					2	1	2	Archivage perpétuel à l'AC facilité par la dématérialisation des PJ	Faible	Complète			14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE62	Non-comptabilisation des opérations au fil de l'eau					X			1	1	1		Faible	Complète			14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE63	Absence de traçabilité des opérations en instance d'encaissement (les pièces justificatives ne permettent pas un contrôle des opérations sur les comptes)					X			3	2	8	Un tableau XLS est mis en place avec le SEFCA depuis janvier 2021. Il y a désormais un échange régulier avec le SEFCA. Dispositif à contrôler avec un indicateur.	Elevé	Partielle		Cela correspond à tous les virements en cours de la formation continue. Problème de rapprochement (cf. Recettes). Un indicateur sera mis en place	14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Gestion comptable des rejets des opérations	TRE64	Absence de comptabilisation du rejet des moyens de paiement	X							2	1	2		Faible	Complète			14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Gestion comptable des rejets des opérations	TRE65	Absence de dispositif de régulation des rejets		X						2	1	2		Faible	Complète			14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Gestion comptable des rejets des opérations	TRE66	Absence de traçabilité comptable des rejets			X					2	1	2		Faible	Complète			14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Paiement	TRE67	Modalités de paiement non respectées (erreur dans la désignation du virement, anomalie dans les virements)		X						3	1	3		Moyen	Complète			14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Recouvrement des titres sur trop-perçus	TRE68	Emission erronée de l'ordre de recouvrer des trop-perçus	X							1	1	1		Faible	Complète			14/12/2022
Compte bancaire (AC)	Recouvrement des titres sur trop-perçus	TRE69	Mauvais encaissement des trop-perçus	X							1	1	1		Faible	Complète			14/12/2022

**PLAN ACTION**

**AGENCE COMPTABLE - TRESORERIE**

**ANNEE 2022**

PROCESSUS	RISQUE	ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECHEANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
TRESORERIE	Absence de traçabilité des opérations en instance d'encaissement (les pièces justificatives ne permettent pas un contrôle des opérations sur les comptes)	Mise en place d'un tableau xls avec le SEFCA pour le suivi des recettes à classer /échanges mensuels avec le SEFCA .	Services recettes PF / service recettes AC / SEFCA	dispositif pérenne	Ce tableau XLS est mis en place avec le SEFCA depuis janvier 2021. Il y a désormais un échange régulier avec le SEFCA.	en cours / échanges réguliers qui sont poursuivis en 2022
TRESORERIE	Virement inapproprié sur le compte de régie du SEFCA	Une analyse des opérations de la régie sera effectuée avant la fin de l'exercice 2021. Une action devrait être mise en place en 2022.	AC / régisseur du SEFCA	31/12/2021 puis 31/12/2022	RV à prendre avec nouveau régisseur du SEFCA	échanges réguliers AC / SEFCA qui se poursuivent sur 2022
REGIE	Perte de Chèques ou d'espèces / délais de traitement des opérations / responsabilité des régisseurs	Mise en place de nouveaux moyens d'encaissement (Virements / TPE / PAYBOX) et rationalisation du nombre de régies	AC / REGISSEURS	31/12/2024		
Versions du document	Date	Commentaire				
V1	18/10/2021					
V2	30/05/2022					



## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Etats financiers/ Clôture comptable	Comptabilisation des opérations et préparation de la clôture	CC01	Mauvaise utilisation de la nomenclature réglementaire						X	2	1	2	Il y a une nomenclature précise des comptes en achat comme en recette.	Faible	Partielle	CR		14/12/2022	
Etats financiers/ Clôture comptable	Comptabilisation des opérations et préparation de la clôture	CC02	La balance est déséquilibrée						X	3	1	3	Sifac est bien calibré et la balance ne peut être déséquilibrée.	Moyen	complète		Aucun risque car le SI permet de tout maîtriser.	04/10/2022	
Etats financiers/ Clôture comptable	Comptabilisation des opérations et préparation de la clôture	CC03	Manque de maîtrise des flux financiers en cours d'exercice (non détection d'erreurs importantes, les variations importantes des postes du bilan et du compte de résultat ne sont pas connues)			X							Depuis 2019, mise en place de contrôles trimestriels des comptes de classe 4 en cours d'exercice. Indicateurs des tableaux de bord stratégiques permettent d'identifier les variations significatives. Suivi du débouclage des CAP et des PAR tout au long de l'année.	Elevé	partielle		Mise en place d'états comparatifs N/N-1 à date sur les comptes de résultat plus immobilisations classes 1 et 2 (effectif mais non formalisé). Limites organisationnelles, professionnalisation des acteurs pour une meilleure maîtrise des flux financiers.	04/10/2022	
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC04	Décomptes non effectués (la caisse et les valeurs ne sont pas décomptés au 31 décembre)	X							3	1	3	Obligation réglementaire de suivi de caisse et du compte de trésorerie. Contrôle systématique des CAC.	Moyen	complète			04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC05	Dispositif de collecte des informations comptables non efficace dans le cadre des opérations de clôture (perte de données, retard dans la collecte, pas de contrôle de régularité des pièces collectées) relatives aux achats	X							2	2	4	Relances par mail des composantes effectuées. Contrôle exhaustif de régularité des pièces concourant à la clôture au 31/12 plus audit systématique des CAC. Formation clôture annuelle systématique auprès des acteurs plus présentation des dispositifs de clôture auprès des acteurs et dans le cadre d'une réunion annuelle.	Moyen	Complète		Comparatif systématique entre les données n et n-1 qui permettent d'identifier les omissions ou les irrégularités (effectué mais non formalisé).	04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC06	Dispositif de collecte des informations comptables non efficace dans le cadre des opérations de clôture relatives aux RH	X							3	2	6	Contrôle exhaustif de régularité des pièces concourant à la clôture au 31/12 plus audit systématique des CAC. Formation clôture annuelle systématique auprès des acteurs plus présentation des dispositifs de clôture auprès des acteurs et dans le cadre d'une réunion annuelle.	Elevé	Partielle		Comparatif systématique entre les données n et n-1 qui permettent d'identifier les omissions ou les irrégularités (effectué mais non formalisé). Charges congés payés conséquentes et absence de programme de gestion de congés. Problématique sur identification des heures complémentaires et des vacations (horodatage et estimation des CAP).	04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC07	Dispositif de collecte des informations comptables non efficace dans le cadre des opérations de clôture pour les PAR FC et apprentissage	X							3	2	6	Relances par mail du service effectuées. Contrôle exhaustif de régularité des pièces concourant à la clôture au 31/12 plus audit systématique des CAC. Réunion annuelle de clôture spécifique avec les antennes financières des services de FC.	Elevé	Partielle		Comparatif systématique entre les données n et n-1 qui permettent d'identifier les omissions ou les irrégularités (effectué mais non formalisé). Volume de PAR très important au regard des titres effectués en cours d'année (mise en place d'un indicateur).	04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC08	Dispositif de collecte des informations comptables non efficace dans le cadre des opérations de clôture pour les PAR autres prestations	X							2	2	4	Relances par mail des composantes effectuées. Contrôle exhaustif de régularité des pièces concourant à la clôture au 31/12 plus audit systématique des CAC. Formation clôture annuelle systématique auprès des acteurs plus présentation des dispositifs de clôture auprès des acteurs et dans le cadre d'une réunion annuelle.	Moyen	Complète		Comparatif systématique entre les données n et n-1 qui permettent d'identifier les omissions ou les irrégularités (effectué mais non formalisé).	04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC09	Dispositif de collecte des informations comptables non efficace dans le cadre des opérations de clôture pour les subventions	X							3	2	6	Relances par mail des composantes effectuées. Contrôle exhaustif de régularité des pièces concourant à la clôture au 31/12 plus audit systématique des CAC. Le service conventions du PF balaye individuellement toutes les conventions recherche et hors recherche et identifie les PAR au regard des dépenses de l'exercice.	Elevé	partielle		Voir si la mise en place d'OSCAR permet à terme d'aider au calcul des PAR. Cela tient aussi au niveau d'incertitude pour certains financeurs (FEDER).	04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC10	Imputation comptable erronée			X					2	2	4	Contrôle avec l'appui des commissaires aux comptes.	Moyen	partielle		Limite organisationnelle, formation et spécialisation des acteurs.	04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC11	Saisie erronée de données (double saisie, omission de saisie, saisie tardive, mauvais contrôle des saisies, validation de saisies erronées)			X					2	2	4	Auto -contrôle des agents. Pas de double vérification pour le moment. Possibilité de vérifier le total mais peu d'intervenants sur les écritures de clôture. Contrôle systématique des écritures de clôture par rapport aux tableaux agrégés de données validées. Ce contrôle est également réalisé par les CAC.	Moyen	partielle			04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC12	Mauvais archivage des documents comptables (non disponibilité des documents, mauvais classement ne permettant pas la recherche rapide de documents)	X							1	1	1	Tout est dématérialisé et archivé systématiquement dans Sifac à l'appui des écritures. Mettre en place un dispositif de contrôle interne pour ces pièces.	Faible	partielle			04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC13	Mauvaise tenue des stocks			X					2	1	2	Un inventaire est réalisé tous les ans par les composantes ayant des produits stockés (COM, EUD, IUUV).	Faible	complète		Dispositif de contrôle interne des stocks infraannuels à mettre en place.	04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC14	Non mise en place d'un dispositif de clôture mensuelle (solde des comptes d'imputation provisoire, mise en service régulière des immobilisations, émission régulière des titres et mandats, arrêtés intermédiaires complets)			X					2	2	4	Quasi-absence par manque de recrutement possible. Mais maîtrise de la mise en service régulière des immobilisations.	Moyen	partielle		Contrôles infra-annuel sur des points spécifiques pertinents.	04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC15	Non mise en place d'une veille permettant des corrections au courant de l'année facilitant la clôture comptable annuelle.	X							2	2	4	Points comparatifs et débouclages participent de cette veille.	Moyen	partielle			04/10/2022



## Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC16	Mauvaise anticipation de la clôture comptable (standardisation des règles de documentation comptable, mise en place d'une cartographie des acteurs, planning des opérations liées à la clôture comptable)	X							3	3	9	Calendrier de clôture mis en place, diffusé aux composantes le plus tôt possible. Réunions régulières entre l'AC et le pôle Finances.	Elevé	complète		Il manque un calendrier type descriptif des opérations se déroulant dans l'année.	04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC17	Mauvaise gestion de la fiscalité des opérations (TVA, provisions, crédits d'impôts)	X							1	1	1	L'Université n'a pas d'opérations fiscales autre que la TVA qui est déclarée mensuellement et qui ne se gère pas dans le cadre d'un dispositif de clôture.	Faible	complète			04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC18	Mauvaise gestion des prestations internes.	X							1	1	1	Virements de crédits entre composantes centralisés par le pôle finances, ne constitue plus un enjeu de clôture comptable.	Faible	complète			04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC19	Mauvaise qualité de la restitution des comptes (sincérité des comptes de l'université)			X					1	1	1	Comptes soumis à certification par les CAC.	Faible	complète			04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC20	Recensement comptable du Parc Immobilier ( cf. narratif PIM)			X					3	2	6	Mise en place d'un PV de mise en service formalisé.	Elevé	partielle		Malgré une procédure écrite, la transmission du PV de mise en service et la décomposition des groupes de composants restent toujours à l'initiative de l'AC. Risques liés à la gestion financière d'opérations immobilières hors pôle patrimoine. Problème d'expertise des acteurs. Evaluation de France Domaine sur les biens immobiliers de l'Université en 2012. Les bâtiments nouveaux sont intégrés à leur coût d'acquisition. Mise en place d'un circuit de conservation des conventions immobilières à déterminer entre le PAJI et le pôle patrimoine.	04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC21	Mise en place d'une revue périodique des risques liés aux litiges en cours et aux provisions pour charges.	X							2	1	2	Pas de dispositif de maîtrise mais le nombre de litiges est faible. Pas de communication à l'AC des litiges juridiques, RH ou en ce qui concerne le patrimoine. Les CAC effectuent un recensement annuel systématique auprès des services concernés. Les litiges concernant les factures (créances clients) connus.	Faible	Partielle			04/10/2022
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC22	Mise en place d'un dispositif de prise en charge des amortissements des actifs.	X							3	1	3	Tout est intégré et automatisé dans le SI.	Moyen	complète			04/10/2022

PLAN ACTION						
PROCESSUS ETATS FINANCIERS-CLOTURE COMPTABLE						
ANNEE 2022						
PROCESSUS	RISQUE	ACTION	ACTEURS CONCERNES	ECHÉANCE	COMMENTAIRE ETAT AVANCEMENT ACTION	DATES ET % AVANCEMENT ACTION
Etats financiers-Clôture comptable	CC03-Manque de maîtrise des flux financiers en cours d'exercice	La formalisation de la mise en place d'états comparatifs N/N-1 à date sur les comptes de résultat plus immobilisations classes 1 et 2 devrait permettre de renforcer la maîtrise du risque. Reste la question organisationnelle de la professionnalisation et l'expertise des acteurs. <b>Remplace action mise en place arrêtés intermédiaires complets 2020</b>	Agence comptable Nicolas Cuenin	2022	Action définie au 28/09/2021	04/10/2022 Action en cours de mise en place
Etats financiers-Clôture comptable	CC05-Dispositif de collecte des informations non efficace	La formalisation du comparatif systématique entre les données N et N-1 permettant d'identifier les omissions ou les irrégularités devrait permettre de limiter le risque. Reste la question organisationnelle de la professionnalisation et de l'expertise des acteurs.	Agence comptable Nicolas Cuenin	2022	Action définie au 28/09/2021	04/10/2022 100 % avancement
Etats financiers-Clôture comptable	CC07-Dispositif de collecte des informations non efficace dans le cadre des opérations de clôture pour les produits à recevoir de la FC et de l'apprentissage	Mise en place d'un indicateur en contrôle interne (volume produits à recevoir/titre de recettes effectuées en cours d'année), indicateur qualité comptable, les PAR correspondant à des estimations nécessitant un débouclage sur l'année suivante et pouvant entraîner une observation des CAC.	AC en lien avec services des recettes au PF	2023	Action définie au 4/10/2022	
Etats financiers-Clôture comptable	CC16-Mauvaise anticipation de la clôture comptable	Mise en place d'un calendrier type descriptif des opérations se déroulant dans l'année.	AC	2023	Action définie au 4/10/2022	
Etats financiers-Clôture comptable	CC20-Recensement comptable du parc immobilier	Mise en place d'une revue d'inventaire physique des biens immobiliers (rapprochement, revue des processus dont circuit des conventions).	AC-cellule Mariac-PAJI-Pôle patrimoine	2023		
Versions du document	Date	Commentaire				
Maj 2021	28/09/2021					
Maj 2022	04/10/2022					